

## CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2020 PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt , le vingt huit septembre à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Marie-Thérèse BOUGÉ - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Philippe SINGER

### EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Nouredine ACHERIA donne pouvoir à M. Patrick AUDARD  
M. Ludovic RAILLARD donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
M. Sylvain BLANDIN donne pouvoir à Mme Marie-Thérèse BOUGÉ

### ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE

\*\*\*\*\*

**T. FALCONNET** – Bonsoir à toutes, bonsoir à tous. Faut-il attendre quelques minutes que les autres membres du Conseil nous rejoignent ?

Écoutez, nous allons ouvrir cette séance du Conseil municipal. Je vous propose de désigner notre secrétaire de séance, dans l'ordre du tableau. Il s'agissait de M. Ludovic RAILLARD, qui est excusé, et qui est suivi de Mme Joëlle BOILEAU. Mme BOILEAU, si vous voulez bien procéder à l'appel des membres du Conseil municipal, s'il vous plaît.

*La secrétaire de séance, Joëlle BOILEAU, procède à l'appel.*

**T. FALCONNET** – Merci, Mme BOILEAU. Le quorum étant atteint, nous allons pouvoir délibérer. Je vous propose d'approuver les procès-verbaux de nos séances du 29 juin et du 10 juillet 2020. Ces documents étaient disponibles sur l'application i-delibRE. Avez-vous des remarques à faire ? Des amendements ? M. SINGER, vous avez la parole.

**P. SINGER** – Merci, M. le Maire. Je voudrais simplement souligner la qualité du travail effectué. Parce que le gros Conseil municipal, qui avait duré si longtemps, 104 pages, j'ai trouvé qu'il était très bien fait.

**T. FALCONNET** – Écoutez, je vous remercie de votre appréciation. Je m'associe à vos remerciements pour les personnes qui écoutent les enregistrements de nos débats et qui les retranscrivent. Merci, M. MAURY. Merci, Mme THOURET.

Mes chers collègues, mesdames et messieurs, je voudrais tout d'abord adresser mes sincères félicitations républicaines aux trois sénateurs qui ont été élus hier soir, M.

HOUPERT, Mme Anne-Catherine LOISIER et M. PATRIAT.

Je voudrais ensuite avoir une pensée pour les victimes de l'attentat de la rue Nicolas Appert, qui nous rappelle, malheureusement, tristement, les attentats de 2015 et j'aurais tendance à dire, les mêmes causes, qui heureusement n'ont pas produit les mêmes effets mais les causes sont toujours là.

Après cette période estivale bien particulière, nous nous retrouvons avec plaisir, j'espère, pour cette réunion de rentrée du Conseil municipal. Comme cette année 2020 que nous traversons, la rentrée de septembre a été marquée par cette crise sanitaire qui continue hélas de nous frapper de plein fouet. L'indispensable vigilance sanitaire nous oblige à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les Chenevelières et Cheneveliers lorsque nous les recevons dans les bâtiments communaux. C'est la raison pour laquelle ce soir, seulement une vingtaine de personnes du public aurait pu assister à nos échanges. Je salue les deux personnes qui sont présentes ce soir en me réjouissant qu'elles soient là à nos côtés.

Malgré les nombreuses incertitudes qui pèsent sur nous, malgré les aléas d'une pandémie qui n'en finit pas de s'éterniser, nous devons aussi préparer le « monde d'après ». Sur un territoire comme Chenôve, un territoire marqué de nombreuses difficultés, mais également à fort potentiel, il reste primordial de continuer d'agir dans le cadre de nos compétences afin que personne ne soit laissé sur le bord du chemin.

Encore plus de solidarité, d'éducation, d'actions pour la transition écologique, l'environnement, la lutte contre le réchauffement climatique, encore plus de participation citoyenne et de pouvoir d'agir des habitants, d'accès à la culture, à la pratique sportive, aux loisirs, encore plus d'accompagnement vers l'Emploi, l'insertion, encore plus de services publics de proximité et beaucoup plus de sécurité et de tranquillité publique, j'y reviendrai, c'est le sens de l'engagement constant de cette majorité depuis le 15 mars dernier.

Dans ces différents domaines, Chenôve est, et doit continuer d'être une ville d'innovation sociale et urbaine, Chenôve est, et doit continuer d'être un territoire d'expérimentation de toutes les politiques publiques répondant aux immenses besoins de sa population, où nos différents interlocuteurs et partenaires doivent œuvrer ensemble, en coordination sur chaque dossier pour faire naître de ce travail collectif une meilleure manière de vivre pour toutes et tous.

Fort de mon expérience d' élu et de Maire d'un territoire qui a bénéficié des dispositifs de la Politique de la Ville depuis 40 ans, m'appuyant sur ce que nous avons fait à Chenôve depuis de longues années, j'ai accepté la proposition d'assurer la présidence de l'Association nationale des Maire de Ville et Banlieue de France. Élu à l'unanimité par mes pairs, issus de tous les horizons politiques, du Parti Communiste à la droite républicaine en passant par le centre, les écologistes et bien entendu le Parti socialiste, je porte dorénavant sur le plan national toutes les problématiques de nos territoires en difficulté.

Je le dis pour celles et ceux qui auraient de mauvaises pensées mais il n'y en n'a pas dans cette assemblée, que c'est un engagement bénévole qui est le mien à la tête de cette association.

Sur la base d'une feuille de route précise que nous avons présentée à madame la Ministre de la Ville, mercredi dernier, madame Nadia HAYE, avant la présentation du Projet de Loi de Finances 2021 et la ventilation des 100 milliards d'euros du plan de relance dans lequel les 859 communes et 1514 Quartiers Politique de la Ville, ils ne sauraient être les grands oubliés, je compte agir avec les membres du bureau de Ville et Banlieue, dans le cadre d'un travail collectif riche des partages d'expérience de tous les Maires des collectivités adhérentes, pour participer à la réduction des inégalités territoriales dans notre pays, au

détriment de nos territoires vulnérables et je suis convaincu que Chenôve bénéficiera de cet engagement en donnant à notre ville une visibilité plus grande.

En matière de tranquillité publique, cette inégalité réelle, prégnante, est de plus en plus mal supportée pour les élus que nous sommes, mais d'abord pour nos concitoyens. Comme vous le savez, mes chers collègues, je me suis particulièrement engagé dans ce domaine. Avec une soixantaine de Maires et trois associations d'élus, dont Ville et Banlieue, nous avons lancé l'an dernier un appel solennel au Président de la République, appel qui d'ailleurs a été adopté à l'unanimité au sein de cette assemblée. Mais force est de constater que malgré nos différentes relances, nos différentes réunions avec les autorités policières et judiciaires, dont je salue l'implication et l'action, malgré le travail intense que nous menons sur le terrain avec nos partenaires, l'État a le plus grand mal à assurer pleinement la sécurité des personnes et des biens sur le terrain. Face à cette situation, dans un contexte, je l'ai dit tout à l'heure, de brutalisation des relations sociales, les élus locaux et les Maires en particulier se retrouvent bien souvent seuls non seulement face à la recrudescence de la délinquance et des incivilités, mais aussi face à l'exaspération grandissante des administrés. C'est dans le sens de la loi engagement et proximité qui va donner beaucoup plus de prérogatives aux Maires dans ce domaine.

C'est pourquoi en accord avec les différentes composantes de la majorité, j'ai décidé de prendre un certain nombre de mesures fortes pour renforcer notre action dont je vais vous faire part maintenant. Joëlle BOILEAU a accepté de prendre dans un portefeuille déjà très bien rempli et je l'en remercie, la délégation à la tranquillité publique comme adjointe au Maire. Parallèlement à la prochaine extension des horaires de travail en soirée et le week-end jusqu'à 23 heures et le samedi et le dimanche. Parallèlement au renforcement conséquent des effectifs, je vous proposerai au budget 2021 de recruter 3 policiers municipaux supplémentaires et 2 Agents de Surveillance et de Voie Publique et en 2022 de monter notre effectif à 12 policiers municipaux et 4 Agents de Surveillance et de Voie Publique, j'ai décidé d'équiper, dès que possible, les policiers municipaux de Chenôve en 2021 d'un armement légal de catégorie B. C'est-à-dire une arme de poing individuelle.

Avec les services municipaux, nous sommes en train de travailler à un nouveau projet de service de la police municipale pour une mise en place de cette décision le plus rapidement possible, si possible début 2021 mais ce sera en 2021. Dans ce cadre nous allons, bien évidemment, engager un plan de formation pour nos agents que nous allons accompagner fortement dans ce tournant important. Je reviendrai vers vous pour préciser les contours de cette décision, les modalités de mise en œuvre et le calendrier. Et, parce que je souhaite que cette discussion soit une discussion qui fasse l'objet de débats entre nous, je souhaite vous associer, toutes et tous, au suivi de ces nouvelles mesures et je constituerai prochainement un groupe de travail rassemblant les différents groupes et sensibilités de ce conseil municipal. C'est-à-dire que vous serez associés, et quand je dis les différentes sensibilités c'est bien évidemment les différentes sensibilités de la majorité et de l'opposition au suivi de ces mesures dont j'ai informé, ce jour, M. le Préfet, conformément à la réglementation en vigueur.

Cela va nous conduire à rediscuter avec nos partenaires de la Convention qui lie la Ville de Chenôve et la Police nationale. Là aussi, nous allons donc mener un travail partenarial en ce sens.

Et devant vous, mes chers collègues, je voudrais que mon message soit clair sur ces questions. Je suis prêt à prendre mes responsabilités pour que les choses évoluent dans le bon sens. Ce n'est ni de gaieté de cœur, ni par conviction « sécuritaire » que je prends ces décisions, mais je souhaite réaffirmer à Chenôve l'autorité municipale, et à travers elle, l'autorité du Maire qui est le représentant de l'État et donc l'autorité de la République. Une République généreuse, c'est tout le sens de mon propos liminaire dans son début mais une République ferme.

Je voudrais également vous indiquer que vont vous être distribués maintenant des gourdes isothermes. On passe vraiment, on va dire du plus pesant au plus léger même si la lutte contre le réchauffement climatique et pour le climat et pour l'environnement, ce ne sont pas des choses légères. Donc, vont vous être distribuées des gourdes isothermes, vous en avez la primeur ce soir, ces gourdes à l'effigie de la Marianne de Chenôve, vous permettent d'offrir une alternative durable à la bouteille d'eau et le gobelet plastique, c'est-à-dire, que c'est peut être la dernière fois que vous verrez ça sur votre table puisque les conditions sanitaires nous ont interdit ce soir de mettre les pichets d'eau et ces gourdes ne sont pas uniquement l'apanage des élus, nous allons distribuer un exemplaire de ces gourdes à chacun des agents de la ville. Puisque cette initiative s'inscrit plus globalement dans une volonté de réduction et de tri des déchets et de transition écologique.

Je voudrais rappeler que sur ces questions de transition écologique, depuis plusieurs mois nous avons mis en place un système de tri des déchets dans les bureaux, bacs jaunes, bacs gris, tri du verre pour un tri sélectif, cela a plutôt bien fonctionné dans les bureaux de l'hôtel de ville, du CCAS et de la police municipale. Puisque, je voudrais le redire quand même, nous n'avions pas de tri sélectif dans nos services, c'est-à-dire que les habitants de Chenôve pratiquaient le tri sélectif mais nous, à l'hôtel de ville, nous ne le faisons pas. Ce tri est en court de déploiement dans les groupes scolaires et dans les prochains mois, il le sera également dans les autres équipements municipaux de la ville. Ces initiatives viennent compléter la mise en œuvre de placettes de compostage dans les groupes scolaires, tout récemment dans le quartier des Grands Crus. C'est un projet porté par le Conseil Participatif de quartiers et dans les mois à venir, une autre placette de compostage devrait être installée à destination des agents.

Voilà, mes chers collègues ce que je souhaitais vous dire en propos liminaire. J'imagine que vous aurez envie de vous exprimer, vous aurez tout loisir de le faire à la présentation de l'ordre du jour et nous allons immédiatement aborder le premier point de l'ordre du jour de ce conseil municipal.

\*\*\*\*\*

## COHESION SOCIALE ET URBAINE

### 1 - PLATEAU DU SUD DIJONNAIS – CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LE CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS DE BOURGOGNE POUR LA PROTECTION DES PELOUSES CALCAIRES

Suite aux incendies de 2015, un plan de gestion a été établi par le Syndicat Intercommunal de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD) afin de déterminer :

- les modalités de gestion de la fréquentation et de mise en valeur de l'ensemble du site,
- les mesures de restauration à mettre en œuvre sur la zone incendiée.

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a adopté, par délibération du 23 septembre 2019, le plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais dont un des objectifs majeurs est la restauration et la protection des pelouses calcaires situées au sein de la zone incendiée.

Afin de répondre à cet objectif, il est proposé de faire appel au Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) de Bourgogne, association à but non lucratif, dont la mission est la gestion et la protection des milieux naturels. Le CEN de Bourgogne possède une solide expertise et une longue expérience dans la protection des pelouses calcaires et dispose également de ses propres moyens de gestion (notamment des troupeaux pour une gestion pastorale des milieux...).

Le projet de convention, annexé à la présente délibération, précise les modalités de gestion des pelouses calcaires sur les parcelles appartenant à la Ville de Chenôve par le CEN de Bourgogne, à titre gracieux et pendant une période de dix ans.

Dans ce cadre, le CEN de Bourgogne s'engage à :

- mettre en place un pâturage de restauration sur les pelouses situées dans la zone incendiée,
- développer des actions de sensibilisation tout public (scolaire, professionnel, grand public...),
- assurer un suivi scientifique de l'ensemble du site afin que les opérations de gestion et de restauration puissent être évaluées.

Considérant le présent exposé,

Vu la Directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992 relative à la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvage,

Vu la délibération n°2019/69 de la ville de Chenôve en date du 23 septembre 2019, relative à l'approbation du plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais,

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 septembre 2020,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre la Ville de Chenôve et le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Je donne la parole à M. HABERKORN qui va nous parler du plateau. M. HABERKORN, vous avez la parole.

*Présentation de la délibération par Bruno HABERKORN.*

**B. HABERKORN** – Je vous propose de grouper les deux premières délibérations, c'est en fait la même délibération puisque si nous n'avons pas l'autorisation de défrichement, nous ne pouvons pas rétablir les pelouses calcaires.

**T. FALCONNET** – Je vous propose de les aborder l'une après l'autre pour les voter.

**B. HABERKORN** – C'est toi le chef.

**T. FALCONNET** – Je vous remercie, M. HABERKORN. Non, mais c'est la loi, on est obligé de voter les délibérations une par une.

**B. HABERKORN** – Je les ai présentées ensemble parce que c'est la même thématique.

**T. FALCONNET** – D'accord. Y a-t-il sur cette première délibération, donc là, on est bien sur la convention entre la ville de Chenôve et le Conservatoire des espaces naturels de Bourgogne pour la protection des pelouses calcaires, des demandes d'intervention ? Oui ? M. MICHEL, vous avez la parole.

**D. MICHEL** – Merci, M. le Maire. Simplement, il y a effectivement la convention avec le Conservatoire des espaces naturels, c'est dans la suite du plan de gestion et c'est dans une dynamique de restauration du plateau. À ce titre-là, je l'avais dit, je le rappelle, le Département a un certain nombre d'aides, notamment sur les espaces naturels sensibles et les propos tenus dans cette convention, sur la préservation de la biodiversité, la sensibilisation de la population, l'entretien du Plateau... Je pense qu'il serait plus judicieux de solliciter le Département à cet endroit, il y a plutôt des aides intéressantes. Alors, je vais me permettre, comme M. HABERKORN, sur la deuxième délibération, il y a aussi une autre aide dans le cadre de la plantation, dans le cadre du reboisement et sur ce qu'on appelle les points noirs paysagers. Même si ce n'est pas la définition première du point noir paysager qui a été retenue par le Département, au regard de la situation particulière avec l'incendie de 2015, il y a peut-être des choses à proposer et à soutenir. Je serai là autant que de besoin si vous le souhaitez.

**T. FALCONNET** – Merci, M. MICHEL. Est-ce que vous avez des éléments de réponse sur des demandes de subventions, des demandes d'aide que nous aurions faites au Département, M. HABERKORN ?

**B. HABERKORN** – Non, je ne suis pas au courant des demandes de subventions. Désolé.

**T. FALCONNET** – Je crois que Mme TISSERANDOT nous avait signalé, effectivement, comme vous l'avez fait, les aides du Département, les aides mobilisables et je crois que, enfin je suis sûr que nous avons fait les demandes de concours auprès du Département, comme nous le faisons d'ailleurs sur l'ensemble des projets lorsque les aides du Département peuvent être mobilisées. Mais je vous remercie pour votre intervention, M. MICHEL. Y a-t-il d'autres d'interventions ? M. NEYRAUD, vous avez la parole.

**P. NEYRAUD** – Oui, juste une petite question. Lors de la commission des finances, Mme BUCHALET avait émis la possibilité pour les entreprises de participer à ce reboisement. C'était pour savoir si cette solution avait été retenue.

**T. FALCONNET** – Merci, M. NEYRAUD, de votre question. M. HABERKORN, est-ce que vous avez, là-aussi, des éléments de réponse à apporter à M. NEYRAUD ?

**B. HABERKORN** – On allait en parler tout à l'heure, mais justement, on aimerait bien qu'une partie du reboisement soit pris en main aussi par les habitants de Chenôve, et dans ce cadre-là, ce serait effectivement souhaitable que l'on fasse intervenir un mécénat d'entreprises pour financer l'achat des arbres. Mais pour l'instant, cette partie-là n'est pas vraiment bouclée, c'est un projet que l'on a juste lancé et quand on en sera à parler financement, on pourra effectivement chercher du mécénat d'entreprises à ce moment-là.

**T. FALCONNET** – Merci, M. HABERKORN. En sachant que nous sommes toujours ouverts aux recettes, d'où qu'elles viennent : des entreprises, du Conseil départemental, du Conseil régional. On est preneurs, du moment que cela vienne alimenter nos projets. D'autres interventions sur cette première délibération ? Je n'en vois pas, donc je vais mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
32 POUR



## **2 - PLATEAU DU SUD DIJONNAIS – DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT ET D'EXEMPTION DU VERSEMENT DE L'INDEMNITÉ COMPENSATOIRE**

Le plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 23 septembre 2019, identifie comme enjeux prioritaires la préservation et la restauration des pelouses calcaires ainsi que la conservation de la mosaïque d'habitats du site composée d'espaces boisés, semi-boisés et de pelouses sèches. Le maintien et la restauration des milieux ouverts, et plus particulièrement des pelouses sèches, est une des actions contribuant à la richesse de la biodiversité végétale et animale du site faisant du Plateau un maillon essentiel de la trame verte de la côte dijonnaise.

Dans ce cadre, il est prévu de reboiser partiellement les zones forestières incendiées en 2015 et de restaurer, par pâturage, une partie des pelouses ouvertes suite aux incendies.

La restauration par pâturage des pelouses mettant définitivement fin à la destination forestière des terrains, il convient de régulariser administrativement la nature des parcelles concernées en adressant à l'État une demande d'autorisation de défrichement.

En application des articles L. 341 et L. 342 du Code forestier, la commune a l'obligation de compenser la surface forestière perdue par conséquence des opérations de défrichement sous la forme d'actions de replantation (compensation en nature) ou de versement d'une indemnité par hectare perdu (compensation financière). Néanmoins, l'article 167 de la Loi n°2016-1087 du 8 août 2016 dite « Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages » introduit la possibilité de bénéficier d'une dérogation en matière de compensation des surfaces forestières perdues lorsque les projets sont motivés par la préservation ou la restauration du patrimoine naturel ou paysager, notamment sur les sites Natura 2000 et les zones gérées par les Conservatoires des Espaces Naturels comme c'est le cas pour la zone incendiée du Plateau.

La demande de défrichement, dont le dossier est joint à la présente délibération, concerne une surface totale de 5,26 hectares couvrant, pour partie, les parcelles communales A22, A23, A24, A25 et A66.

Conformément aux orientations et aux objectifs définis dans le plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais, il est proposé de :

- compenser en nature la surface forestière perdue de 5,26 hectares par des opérations de reboisement sur une surface de 3,66 hectares,
- solliciter une exemption du versement de l'indemnité pour les 1,6 hectares de pelouses sèches restant à compenser.

Considérant le précédent exposé,

Vu les articles L. 341 et L. 342 du Code forestier,

Vu l'article L. 167 de la Loi n°2016-1087 du 8 août 2016 dite « Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages »,

Vu le plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais approuvé le 23 septembre 2019 par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Chenôve,

Vu le dossier de demande d'autorisation de défrichement joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 septembre,



Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 septembre,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'approuver le projet de défrichement et les mesures de compensation dans les conditions exposées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à déposer la demande d'autorisation de défrichement couvrant une partie des parcelles communales A22, A23, A24, A25 et A66 et représentant une surface totale de 5,26 hectares,**

**ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une exemption du versement de l'indemnité correspondant à la compensation financière des 1,6 hectares non reboisés,**

**ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – M. HABERKORN, vous avez toujours la parole.

*Lecture de la délibération par Bruno HABERKORN.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. HABERKORN. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Des questions sur ce sujet ? Mme BOUGÉ, vous avez la parole.

**M-T. BOUGÉ** – M. le Maire, chers collègues. La signature des conventions de gestion du plateau avec Natura 2000 sur la partie ouest et avec le Conservatoire des sites pour la partie est ne signifie pas que la municipalité se désintéresse du plateau de Chenôve, au contraire, plusieurs actions sont en cours ou programmées sur le plateau. Notamment :

- Le parcours permanent de course d'orientation, dont 10 postes auront un contenu pédagogique mis au point avec le concours des élèves du collège du Chapitre. Il va être finalisé au cours de l'année à venir et cet équipement est inscrit au Plan Départemental Espaces Sites et Itinéraires (PDESI).
- Une partie du reboisement du plateau va être réalisée, comme le disait M. HABERKORN, via un chantier participatif qui vise à associer les habitants qui le souhaitent.
- Un autre projet, meilleur balisage des sentiers et des chemins du plateau... pour permettre, dans un premier temps, une piste équestre pour préserver le Circuit Rustique d'Activités Physiques Aménagés (CRAPA). Puis des pistes pour les VTT au départ de la Maison du plateau. En effet, cet espace naturel qui est précieux est également très fréquenté, surtout le week-end et il convient de mieux organiser la cohabitation entre les différents usagers : coureurs, promeneurs, orienteurs, VTTistes.
- Enfin, un chantier expérimental de contention des espèces invasives (ici, c'est les renouées du Japon qui colonisent peu à peu le pas de tir à l'arc) va être installé cet hiver.

La gestion du formidable patrimoine naturel de Chenôve n'est donc pas entièrement dévolue à des organismes extérieurs, mais fait bien l'objet de choix politiques concertés.

Le projet municipal fait une place de choix à la participation citoyenne au « faire ensemble » pour mettre en commun l'intelligence voire l'imagination collective.

Nos collègues adjoints et délégués à la participation citoyenne, à la jeunesse, au sport, ont déjà beaucoup travaillé sur les possibilités et les outils pour favoriser des expériences d'implication des Chenevelièrès et des Cheneveliers.

Ces actions contribueront à la cohésion de nos quartiers, à la consolidation des liens sociaux et à l'attractivité de la ville. Je vous remercie.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme BOUGÉ, à la fois de votre déclaration, qui effectivement, restitue ces deux délibérations dans le contexte. Je rappelle aussi le SIPLASUD, Syndicat de protection et de valorisation du Plateau, dans lequel nous avons quelques intérêts à agir ensemble avec la ville de Marsannay. Et puis, je ne crois pas que vous l'ayez signalé, M. HABERKORN, mais la même délibération a été votée au Conseil municipal de Marsannay, c'est-à-dire une demande d'exemption puisque la ville de Marsannay se trouve dans la même situation. Cela dit, dans une situation beaucoup plus coûteuse, puisque la surface boisée est beaucoup plus importante qu'à Chenôve.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur cette délibération ? Donc, on agit fortement pour notre Plateau. Je n'en vois pas. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

32 POUR

### **3 - JARDIN DU CLOS DU ROY – CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION « LES CROQUEURS DE POMMES DU VAL DE SAÔNE » POUR L'ACCOMPAGNEMENT À LA GESTION DU VERGER DE SAUVEGARDE**

Dans le cadre de sa politique de développement de la biodiversité en milieu urbain, la Ville de Chenôve souhaite créer un verger conservatoire dans le jardin du « Clos du Roy » situé dans le vieux-bourg. Ce verger sera composé de 15 arbres fruitiers de variétés anciennes qui seront plantés à l'automne 2020 sur une surface de 2000 m<sup>2</sup>.

Afin d'assurer le bon entretien du verger et faire vivre le lieu en y associant les habitants, il est proposé de faire appel à l'association « Les Croqueurs de Pommes du Val de Saône ». Reconnue pour la création du verger conservatoire de l'Étang Rouge à Seurre, cette association contribue à la sauvegarde des variétés fruitières régionales en voie de disparition en :

- participant à l'approfondissement des connaissances sur ces variétés locales,
- accompagnant les communes du territoire pour l'entretien de leur verger,
- menant des actions de sensibilisation auprès du grand public.

Le projet de convention, annexé à la présente délibération, précise les modalités d'intervention de l'association « Les Croqueurs de Pommes du Val de Saône » qui, à titre gracieux, accompagnerait la collectivité pendant une période de six ans pour :

- accompagner les agents en charge de l'entretien du verger (conseils techniques, organisation de formations pour les agents...),
- sensibiliser et associer les habitants (participation aux temps de plantation avec les enfants, organisation d'animations ou de formations autour de l'entretien des fruitiers pour les particuliers...).

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 septembre 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 septembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre la Ville de Chenôve et l'association « Les Croqueurs de Pommes du Val de Saône » pour l'accompagnement à la gestion du verger conservatoire,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Je laisse et je redonne la parole immédiatement à Mme BOUGÉ pour une convention entre la Ville de Chenôve et l'association « les croqueurs de pommes ». Souvenir d'un ancien Président de la République qui aimait beaucoup les pommes.

*Lecture de la délibération par Marie-Thérèse BOUGÉ.*

**T. FALCONNET** – Merci, Mme BOUGÉ. Premier verger conservatoire à Chenôve, premier d'une longue série, on l'espère.

**M-T. BOUGÉ** – On espère que beaucoup d'autres apparaîtront, ainsi que des espaces végétalisés beaucoup plus nombreux au cœur de ville.

**T. FALCONNET** – C'est ça. Il faut planter des arbres, planter des arbres fruitiers et pas seulement sur le jardin du Clos du Roy mais il faut en planter partout, partout en ville. C'est notre objectif.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Mme CARLIER, vous avez la parole.

**C. CARLIER** – Merci, M. le Maire. Je voudrais revenir sur les trois premiers points de ce conseil qui ont une connotation largement écologique et augure de cette préoccupation plus que grandissante pour ce nouveau mandat.

Chenôve est connue pour être une ville urbaine certes, mais comme le disait Marie-Thérèse BOUGÉ ce n'est pas antinomique avec l'écologie. Au contraire, ce contraste en fait tout l'intérêt car nous devons garantir cet équilibre entre l'urbain et le rural.

Le plateau, la ferme à l'école, les chemins longeant les vignes sont des endroits à préserver, appréciés de tous et fortement fréquentés.

Le plateau nécessite une préoccupation des élus et des équipes techniques présents à tous niveaux dans toutes les instances car il est impératif de lui faire retrouver une biodiversité, sans doute différente mais aussi variée qu'avant l'incendie de 2015. Aucune méthode n'est la meilleure, en tout cas c'est ce que nous pensons. C'est l'orchestration de plusieurs dispositifs, comme planter à nouveau dans certaines proportions, laisser pousser naturellement à d'autres endroits, faire paître des élevages qui fera revivre ce magnifique domaine intercommunal.

Mais revenons plus particulièrement à cette délibération, sur les vergers conservatoires. Planter des arbres fruitiers pour en partager la récolte, c'est aussi prêter attention à la nature, en faisant pousser des arbres dont l'ADN se raréfie et permettre à tout à chacun de goûter leur production.

Pour ce second point, notre groupe Génération-s tient à insister sur les vertus de l'écologie citoyenne : végétaliser, replanter, ce sont des beaux projets qui peuvent être davantage pourvus de sens lorsqu'ils sont imbriqués dans la volonté de partager les richesses. L'écologie et la lutte contre la pauvreté doivent être pensés dans cette symbiose citoyenne car socles d'un véritable cercle vertueux.

**T. FALCONNET** – Merci beaucoup, Mme CARLIER, de votre intervention et de votre analyse. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
32 POUR

## AMENAGEMENT

### 4 - CONVENTION RELATIVE À LA PRODUCTION FLORALE PAR LA VILLE DE CHENÔVE POUR LA VILLE DE MARSANNAY-LA-CÔTE (RENOUVELLEMENT) : AUTORISATION DE SIGNATURE

Depuis quelques années, les services techniques de la commune de Chenôve ont modifié les techniques de production florale et de fleurissement des espaces publics.

Cette démarche avait deux objectifs essentiels :

- environnemental : prendre en compte les notions de développement durable (favoriser la biodiversité, économiser les ressources...),
- réduire les coûts de production.

Cette nouvelle manière de produire et de fleurir a permis de réduire les quantitatifs de plantes produites par les serres municipales.

Aussi, afin d'optimiser l'outil de production, il a été proposé à la commune de Marsannay-la-Côte de produire pour son compte et de lui vendre des plantes nécessaires à l'embellissement de ses espaces.

L'avantage de ces actions est double :

- pour la commune de Chenôve : optimisation de l'outil de production,
- pour la commune de Marsannay-la-Côte : un moindre coût dans l'achat de ses fleurs.

Cette association entre les deux communes s'est concrétisée par une convention en date du 4 juin 2018.

Considérant que cette collaboration entre les deux communes a donné entière satisfaction, il est proposé de renouveler la dite-convention en reconduisant les termes de celle-ci, à savoir :

**La commune de Chenôve prend à sa charge la production d'environ 10 000 fleurs.**

Cette production peut varier d'une année sur l'autre, en fonction des besoins en quantité (besoins établis en début d'année) de la commune de Marsannay-la-Côte.

Cette prestation comprendra :

- la fourniture de semences, boutures, plants, terreaux, engrais, ...
- les fluides : l'eau, le gaz et l'électricité pour la période de production,
- la main d'œuvre nécessaire à cette prestation.

**La commune de Marsannay-la-Côte s'engage** à verser à la commune de Chenôve, en contrepartie des travaux réalisés, la somme de 1,0416 € par plant, ainsi pour l'année 2020, le montant s'élèverait à 10 416 € .

Cette convention d'une durée de trois ans sera renouvelable un an par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Vu la convention et son annexe jointes à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention relative à la production florale par la ville de Chenôve pour la ville de Marsannay-la-Côte, aux**

conditions exposées ci-dessus,

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Je vais donner immédiatement la parole à Mme BOILEAU qu va nous parler de fleurs.

**J. BOILEAU** – Merci, M. le Maire.

*Lecture de la délibération par Joëlle BOILEAU.*

**T. FALCONNET** – Merci, Mme BOILEAU. C'est une convention, maintenant, qui est habituelle au sein de ce Conseil municipal. Y a-t-il des demandes d'intervention ? M. AUDARD. Vous vous intéressez donc aux fleurs, M. AUDARD ? Je vous en prie.

**P. AUDARD** – Oui, je change un petit peu de thème. Les fleurs, c'est toujours intéressant et ça permet de s'orienter sur des horizons de printemps, par exemple. Je voudrais simplement, mais une nouvelle fois, me réjouir de cette coopération exemplaire entre Chenôve et Marsannay, et la façon dont nous construisons en fait possiblement des partenariats exemplaires. Et je pense que c'est quelque chose qui doit être pensé dans la perspective d'un projet territorial et c'est véritablement sur ce thème-là que nous pourrions décliner l'aventure et les perspectives de notre territoire de Chenôve et de Marsannay.

**T. FALCONNET** – Merci, M. AUDARD. C'est vrai que nous avons beaucoup de choses en commun avec nos voisins de Marsannay. Les fleurs, mais aussi la question des mobilités, la question du développement économique le long de l'avenue Roland Carraz et puis de la RN74. D'ailleurs, je dois rencontrer le maire de Marsannay prochainement pour évoquer avec lui, alors peut-être pas le printemps, mais au moins les voies de coopération à venir, possibles, entre nos deux collectivités.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas. Donc, qui est favorable à ce que nous continuions de produire les fleurs ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Et effectivement, je m'associe également aux remerciements de Mme BOILEAU en direction de nos agents. Cette année, nous n'avons pas pu ouvrir les serres pour la journée du patrimoine, mais c'est vrai que c'est un beau lieu que nous continuons d'entretenir et de garder dans de très bonnes conditions de travail pour nos agents et pour nos productions florales.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

32 POUR

## JEUNESSE ET SPORT

### 5 - PROMOTION ET PROGRESSION DU SPORT : RÉPARTITION DE L'ENVELOPPE 2020 – RECTIFICATIF

Pour l'année 2020, l'OMS avait proposé à la ville de Chenôve une enveloppe de 90 000 € au titre de la promotion et de la progression du sport.

Lors du Conseil Municipal de Chenôve en date du 29 juin 2020 seul 87 500 € ont été attribués aux 18 clubs proposés par l'OMS.

Une erreur administrative a fait que le Volley Club de Chenôve n'apparaissait pas dans le tableau de répartition.

Afin de réparer cet oubli, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer la somme de 2 500 € au Volley Club de Chenôve.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 septembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'attribuer la somme de 2 500 € au Volley club de Chenôve,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Mme POPARD, vous allez nous parler de sport et vous allez parler de promotion et progression du sport. Et je dois noter, Mme POPARD, quand même, que nous oublions le volley-ball dans les sports subventionnés dans le cadre de l'enveloppe PPS. C'est quand même terrible que l'adjointe aux sports, qui, me dit-on, a été une grande volleyeuse, ait oublié dans la liste ce club. Vous avez la parole, Mme POPARD.

**B. POPARD** – Effectivement, M. le Maire, nous avons traité cette délibération lors du Conseil municipal du 29 juin. Hélas, une erreur administrative, et tout à fait involontaire de notre part, a oublié les 2 500 € qui avaient été attribués par l'Office Municipal des Sports à destination du volley. Et donc, l'objectif de cette délibération d'aujourd'hui est d'attribuer ces 2 500 € au Volley Club de Chenôve.

**T. FALCONNET** – Y a-t-il des demandes d'intervention sur cet oubli et cette subvention dans le cadre de l'enveloppe PPS ? Je n'en vois pas. Qui est contre l'attribution de cette subvention au Volley Club de Chenôve ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### VOTES

32 POUR



## FINANCES

### 6 - OUVERTURE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME POUR L'OPÉRATION "GYMNASE DU MAIL"

Par délibération du 12 décembre 2011, le Conseil municipal a adopté le principe de gestion des investissements majeurs en autorisation de programme et crédits de paiements (AP/CP).

Il est rappelé que les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées de manière pluriannuelle pour le financement de projets déterminés.

Les crédits de paiement (CP) constituent, quant à eux, la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année, dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Les autorisations de programme sont votées par l'assemblée délibérante. Elles sont valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation, et peuvent être révisées (modification du montant, de la répartition des crédits de paiement prévisionnels, de l'affectation des crédits).

La commune de Chenôve a décidé d'engager l'opération de déconstruction/reconstruction du gymnase du Mail dont l'estimation du coût s'élève à 5 808 000 € TTC et toutes dépenses confondues, et dont la réalisation s'effectuera sur plusieurs années.

Les études préalables et la maîtrise d'oeuvre ayant été budgétées avant l'ouverture de l'autorisation de programme à hauteur de 797 000 €, l'enveloppe de l'AP correspond à l'estimation des travaux au stade de l'Avant Projet Détaillé (APD), soit 5 011 000 €, arrondie à 5 030 000 € pour couvrir les aléas de la consultation des entreprises.

Il convient donc, pour cette opération d'envergure, menée dans le cadre du programme de renouvellement urbain, d'opter pour une gestion en AP/CP, pour les dépenses de travaux restant à engager sur ce programme, suivant le tableau ci-dessous :

N° AP/CP	Intitulé AP	Montant initial	CP ouverts année 2021	CP ouverts année 2022
3	Gymnase du Mail	5 030 000 €	2 950 000 €	2 080 000 €

Les dépenses seront équilibrées par les recettes suivantes :

- FCTVA
- Subventions (ANRU, État, Conseil régional, Conseil départemental, ...)
- Autofinancement
- Emprunt

Vu les articles L.2311-3 et R.2311-9 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'approuver la création d'une autorisation de programme pour l'opération de déconstruction/reconstruction du gymnase du Mail,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Mme POPARD, vous avez toujours la parole, cette fois-ci pour évoquer une réalisation emblématique, et là il ne s'agit pas de 2 500 €, mais de plus de 5 millions d'euros.

**B. POPARD** – Merci, M. le Maire.

*Lecture de la délibération par Brigitte POPARD.*

**T. FALCONNET** – Merci, Mme POPARD. J'imagine qu'il va y avoir des interventions. Qui veut s'exprimer ? M. NEYRAUD et M. BAHRI. M. NEYRAUD, vous avez la parole.

**P. NEYRAUD** – M. le Maire, mesdames et messieurs les élus, vous le savez, le sport est important pour moi puisque j'en pratique régulièrement, et pour beaucoup d'entre nous c'est même un équilibre de vie. Le basket tient une place importante sur Chenôve par ses résultats de l'équipe nationale féminine et aussi par le nombre important de ses licenciés, et il est normal d'y attacher une importance particulière.

Toutefois, notre ville voit sa population décroître d'année en année et avoisine aujourd'hui environ 13 900 habitants alors que nos infrastructures correspondent plutôt à une ville de plus de 20 000 habitants, et il n'y a pas moins de 6 gymnases : Chapitre, Herriot, Gambetta, Ferry, le Mail, sans oublier le complexe Louis Curel. C'est déjà beaucoup même si ces établissements sont pour la plupart vieillissants !

Par ailleurs, le projet retenu pour le gymnase du Mail et sa maquette présentée nous font penser à un gymnase récemment construit sur une commune de la métropole et qui semble présenter de nombreux inconvénients selon ses utilisateurs, à savoir une grande surface de baies vitrées importantes laissant rentrer la chaleur malgré des vitrages performants, et une non prise en compte complète de l'accessibilité aux personnes handicapées. Ça, c'est pour les erreurs du gymnase.

Dans le cas de Chenôve, vous prévoyez un bardage en bois qui demande plus d'entretien et qui est aussi plus onéreux qu'un bardage classique en métal. De même une toiture Shed, que l'on faisait dans les années 1850-1900, qui rentre en contradiction avec la toiture végétalisée que vous envisagez et risque de créer un pont thermique, sans compter un entretien important de ces terrasses à prévoir. En effet, ces terrasses, pour les avoir contrôlées régulièrement, amènent de gros soucis, et il faut des entreprises spécialisées travaillant à plus de 10 ou 15 mètres de haut régulièrement.

Vous comprendrez donc aujourd'hui notre méfiance par rapport au projet que vous présentez. D'autant plus que vous avez manqué d'anticipation sur des projets à long terme, ce qui vous a amené à bétonner le ruisseau urbain de la même façon qu'il aurait mieux fallu effectuer une isolation par l'extérieure sur la façade de l'hôtel de ville avant de réaliser la Marianne.

Pour conclure, si le projet de restructuration du gymnase du mail nous semble nécessaire et que nous approuverons donc la création d'une autorisation de programme pour cette opération, nous serons attentifs comme nous l'avons dit au coût de cette opération ainsi qu'aux solutions techniques envisagées pour allier écologie et économie. Merci.

**T. FALCONNET** – M. NEYRAUD, j'avoue que techniquement, je ne suis pas aussi fort que vous.

**P. NEYRAUD** – C'est mon métier.

**T. FALCONNET** – Oui, mais ici, vous êtes conseiller municipal. Mme POPARD, n'entrez pas dans le bardage et ainsi de suite, je voudrais que vous donniez simplement des éléments de réponse à M. NEYRAUD, parce qu'il y a quand même des techniciens et des entreprises qui travaillent depuis plusieurs mois... Vous voyez, je suis plutôt content ce soir, parce que je m'attendais à ce que vous disiez non en disant « c'est trop cher », mais vous m'avez surpris, M. NEYRAUD. Comme quoi, encore pendant six ans, on va avoir des surprises, les uns vis-à-vis des autres.  
Je vous en prie, Mme POPARD.

**B. POPARD** – Je pense qu'il est utile de rappeler les enjeux de ce projet. La qualité environnementale en fait partie. On s'est engagés dans l'ensemble des comités de pilotage, que j'ai l'honneur de présider, pour être extrêmement précis avec les architectes, et nous ne sommes pas architectes, pour travailler et pour avoir aussi des simulations en cas de canicule, dans différentes situations extrêmes. L'intégration paysagère en fait partie, la qualité d'usage en fait partie, et la maîtrise des coûts en fait partie. À partir de là, effectivement, on a demandé des isolations supplémentaires. Voir clair dans un gymnase, c'est très important aussi. Mettre de la lumière artificielle en permanence, ce n'est pas non plus un grand progrès environnemental.

Il y a des tas d'équilibres à trouver. Sachez que l'on est extrêmement vigilants sur les points que vous avez cités. Par ailleurs, l'accès pour les personnes handicapées, c'est la loi ! Et il n'y a même pas une seconde, une personne pour penser que l'on pourrait faire autrement.

**P. NEYRAUD** – Je n'ai pas dit ça, Mme POPARD.

**T. FALCONNET** – M. NEYRAUD, veuillez couper votre micro, vous n'avez plus la parole. Merci.

**P. NEYRAUD** – C'est sympathique.

**T. FALCONNET** – Mais non, chacun son tour.

**B. POPARD** – Sachez en tout cas que les simulations thermiques dynamiques qui nous ont été présentées montrent pour le moment la pertinence des choix constructifs qui ont été envisagés. On y reviendra, on n'est pas encore tout à fait au bout de la construction de ce projet, mais on sera vigilants sur les points que vous avez indiqués.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme POPARD. M. BAHRI, vous avez la parole.

**M. BAHRI** – Merci, M. le Maire. Le nouveau gymnase au cœur du quartier de la politique de la ville est un lieu stratégique qui contribue largement à l'insertion par le sport. Plus de 280 licenciés, dont 80 enfants de moins de 13 ans de la commune. 21 équipes de basket, dont 4 évoluent en championnat de France. Et une école de minibasket, label « la Fédération française des baskets ». C'est un centre de rencontres où s'y côtoient toutes les couleurs, toutes les classes sociales. C'est un vrai laboratoire de mixité sociale, cher à notre majorité municipale de l'union de la gauche, autour de notre maire, Thierry FALCONNET.

Ce nouveau gymnase répondra aux exigences énergétiques et sera doté d'équipements modernes, de gradins confortables permettant l'accueil dans des conditions dignes du public et des supporters venus d'ici et d'ailleurs pour assister aux matchs. 500 personnes en moyenne par week-end.

Des vestiaires et espaces de détente qui manquent cruellement à notre gymnase actuel.

Il va participer à la promotion communale par le sport, et véhiculer l'image de la Ville, de son dynamisme, de son rayonnement à l'intérieur et à l'extérieur du territoire communal.

Enfin, il ouvrira l'opportunité de pratiquer d'autres disciplines sportives, dont le volley, pour

que continue de vivre et de se développer l'accès au sport à Chenôve. Merci.

**T. FALCONNET** – Merci, M. BAHRI. Ça fait plaisir d'entendre une déclaration positive. M. MICHEL, vous avez la parole.

**D. MICHEL** – Oui, M. le Maire, merci. Simplement, je ne vais pas rappeler mon soutien à ce projet et au BCC. Simplement souligner, effectivement, que cela fait partie du dossier d'accord de partenariat qui est mis en place, où le Département pourra soutenir fortement ce projet-là et d'autres projets dans le cadre de cet accord de partenariat.

**T. FALCONNET** – Merci, M. MICHEL. Quelques éléments complémentaires de réponse. Je vous remercie, M. MICHEL, de noter que le Conseil départemental, dans le cadre de l'accord de partenariat et au titre des solidarités territoriales, nous sommes dans l'attente de la rédaction et de la signature de cet accord de partenariat et pour le gymnase, à hauteur de 646 150 €. Je rappelle que le Conseil régional, et il ne s'agit pas de mettre en compétition l'une et l'autre collectivité, a donné son accord de principe pour la somme de 380 000 €.

Et savez-vous pourquoi le Conseil régional a donné cet accord de principe ? Parce que nous allons être, et là je m'adresse aux spécialistes, aux normes énergétiques RT2012 +40 %. +40 % par rapport aux normes exigées ! Et donc, en matière de consommation d'énergie, nous serons à -40 %. Aujourd'hui, on a une passoire énergétique qui nous fait exploser la consommation en fluides. Il y fait très chaud l'été, parce que si vous pratiquez le sport, vous ne devez pas le pratiquer l'été au gymnase du Mail. Il y fait très très chaud, et il a été quasiment impossible de s'entraîner cet été, dès le mois de mars même, parce qu'on a eu de grosses chaleurs dès le printemps. Demain, nous aurons une température intérieure à 28°C, en période de canicule, sans climatisation, avec un rafraîchissement naturel, parce qu'il y aura le système de rafraîchissement par le sol.

Alors, il ne faut pas dire n'importe quoi. Quand on travaille un dossier, on le travaille jusqu'au bout. On le connaît. Et moi, je le connais bien, Mme POPARD le connaît bien, et je peux vous dire que sur ce plan-là, nous avons une exigence du plus haut niveau, sinon nous n'aurions pas eu la subvention de la Région.

Et puis merci, M. BAHRI, d'avoir évoqué le volley. Puis moi, je voudrais aussi évoquer les écoles, parce qu'on a aussi les écoliers de Chenôve qui viennent s'entraîner dans ce gymnase. On aura également une salle dédiée à d'autres pratiques sportives que celles du basket et du volley.

Donc c'est un équipement qui prendra véritablement sa place, comme l'a dit M. BAHRI, dans le quartier, qui va remplir les mêmes objectifs que l'actuel gymnase, mais complètement rénové.

Et puis, vous voyez, j'ai voté le PLUi-HD et je pense que les 13 900 habitants dont vous parlez, eh bien ils seront 14 000, 14 500, 15 000, 15 500, voire 16 000 en 2030, et que, effectivement, notre niveau d'équipement correspondra mieux à la population. Je ne veux pas détruire des équipements, je veux faire monter la population et je veux accueillir de nouveaux habitants à Chenôve. C'est la grosse différence entre nous.

Merci à vous. Je vais mettre aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie de cette belle unanimité autour du gymnase du Mail.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
32 POUR

## COHESION SOCIALE ET URBAINE

### 7 - RESTRUCTURATION DU GYMNASE DU MAIL – DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DU CONSEIL RÉGIONAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Localisé au nord du grand ensemble, le gymnase du Mail et son plateau sportif en libre accès constituent un pôle d'équipements publics à vocation sportive très fréquenté (75 000 usagers par an) par les habitants du quartier et par l'ensemble des Chenevelières et des Cheneveliers.

Depuis sa construction en 1975, les installations intérieures du gymnase ont régulièrement fait l'objet de travaux de maintenance et d'entretien. Néanmoins, n'ayant jamais bénéficié de gros travaux notamment en matière de performance énergétique, l'équipement est aujourd'hui à « bout de souffle » et nécessite une rénovation globale.

Conformément aux orientations du contrat de ville de Dijon Métropole, cette opération s'inscrit dans une politique globale d'amélioration de la qualité et de l'attractivité des équipements publics (pilier "cadre de vie, renouvellement urbain") et participe au renouvellement urbain du nord du quartier du Mail (aménagement du "Petit Mail", requalification du secteur Kennedy...).

Les études de programmation urbaine et architecturale montrent que la structure du bâtiment (charpente, toiture...) et les contraintes liées à l'activité (continuité des saisons sportives, absence de repli sur d'autres sites...) ne permettent pas d'envisager une opération de rénovation/restructuration en site occupé et nécessitent de construire un nouveau gymnase avant de démolir l'équipement actuel.

Par délibération en date du 24 juin 2019, le Conseil Municipal a adopté la synthèse du programme de restructuration du gymnase du Mail et décidé d'en attribuer la maîtrise d'œuvre par voie de concours restreint. A l'issue de la procédure de concours, le marché de maîtrise d'œuvre a été confié au groupement A2A Architectes / Senechal-Auclair-Park / Eric François / COSINUS / BE 2S / BED / ENERPOL / DIGINUM.

Au stade Avant-Projet Détaillé, l'enveloppe prévisionnelle de l'opération (assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, honoraires divers, travaux de construction et de démolition, aménagement extérieurs, ...) est estimée à 4 839 746 € HT (valeur juillet 2020).

Cette opération peut faire l'objet d'une aide du Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté dans le cadre de ses politiques sectorielles, notamment en matière de rénovation urbaine, transition énergétique, promotion du sport et enseignement.

Considérant le présent exposé,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 septembre,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 septembre,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 septembre.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : De solliciter, au taux maximum, l'ensemble des subventions susceptibles d'être accordées par le Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté**

**pour la réalisation de l'opération de restructuration du gymnase du Mail,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Mme POPARD a toujours la parole sur ce même gymnase du Mail.

**B. POPARD** – Merci, M. le Maire.

*Lecture de la délibération par Brigitte POPARD.*

**T. FALCONNET** – Merci, Mme POPARD. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Mme M'PIAYI, vous avez la parole.

**S. M'PIAYI** – Oui, tout à l'heure, vous avez dit que l'effort au niveau de la transition énergétique entrerait dans l'enveloppe des 380 000 €. Je pense que ces 380 000 €, c'est sur la rénovation urbaine, et qu'on aura Effilogis pour la transition énergétique, donc on aura encore un petit plus d'argent.

Pour le reste, promotion du sport et enseignement, je ne vais pas m'avancer, mais en tout cas, pour Effilogis, je pense qu'on entre dans les critères.

**T. FALCONNET** – Vous avez raison de préciser, effectivement. C'est la subvention qui avait été attribuée à la métropole dans le cadre du projet de territoire et qui avait été fléchée. Vous avez raison, Mme M'PIAYI. Donc on aura encore plus du Conseil régional, alors peut-être qu'on va dépasser le Conseil départemental ! Non, non, mais je vous remercie d'avoir donné cette précision.

Mme POPARD, vous vouliez dire un mot.

**B. POPARD** – Juste une précision pour dire que sur un projet comme ça, et à l'heure actuelle, on va arriver à un taux de subventionnement à plus de 50 %, et je pense qu'on peut tous en être fiers.

**T. FALCONNET** – Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? On ne va pas dire la même chose, je pense. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie de nous autoriser à aller demander des financements.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

32 POUR

## FINANCES

### 8 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX COOPÉRATIVES SCOLAIRES

L'enveloppe des subventions prévue au budget primitif 2020 inclut une provision de 5 688 € destinée aux coopératives scolaires au titre de la dotation forfaitaire. Cette dotation comprend deux parts réparties en fonction du nombre de classes par école (coopératives et pharmacie), et deux autres parts par école (frais de documentation et de bureau).

Il convient à présent de répartir cette dotation entre les coopératives scolaires, selon les modalités et les montants fixés par la délibération du 11 février 2013, comme suit :

Maternelle Bourdenières	368,00	Primaire Bourdenières	648,00
Maternelle Ferry	320,00	Primaire Jules Ferry	552,00
Gambade (Maternelle Gambetta)	344,00	Élémentaire Gambetta	552,00
Maternelle Grands Crus	344,00	Primaire Grands Crus	552,00
Maternelle En Saint Jacques	344,00	Primaire En Saint Jacques	624,00
Maternelle Violettes	368,00	Élémentaire Violettes	672,00

Vu la délibération du 11 février 2013 fixant les modalités d'attribution des subventions aux coopératives scolaires,

Vu le budget primitif 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 septembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'attribuer les subventions aux coopératives scolaires telles que listées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Mme AGLAGAL, une délibération habituelle au sein de ce conseil. Mme AGLAGAL, vous avez la parole.

**A. AGLAGAL** – Merci, M. le Maire.

*Lecture de la délibération par Aziza AGLAGAL.*

**T. FALCONNET** – Merci, Mme AGLAGAL. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :



**VOTES**

31 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. BRUGNOT

## CULTURE

### **9 - CARTE CULTURE – AVENANT N° 2 À LA CONVENTION CADRE DE LA CARTE CULTURE ÉTUDIANT ENTRE DIJON MÉTROPOLE ET LA VILLE DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE**

La volonté historique de la Communauté de l'Agglomération dijonnaise, maintenue par la Métropole, de créer et de promouvoir une Carte Culture à destination des étudiants, s'inscrit dans le cadre de sa compétence liée à l'enseignement supérieur. Son ambition est de faciliter l'accès à la culture pour les étudiants et de valoriser le travail des structures culturelles existantes sur le territoire de l'agglomération dijonnaise.

L'objectif de la Carte Culture Étudiant est double :

- Faciliter l'accès aux lieux et manifestations culturelles de l'agglomération, à travers une incitation tarifaire et un accompagnement pédagogique privilégié (spectacles, rencontres, débats, visites,...),
- Valoriser les politiques et actions culturelles des différents partenaires signataires de la convention par la mise en place d'une campagne de communication et d'information.

La Carte Culture Étudiant s'adresse à toutes les personnes pouvant justifier du statut d'étudiant dans un établissement post-bac de l'agglomération dijonnaise. Les étudiants concernés bénéficieront du tarif unique de 5,50 € sur les billets de spectacle vivant organisés par la ville de Chenôve.

La convention signée entre Dijon Métropole et la Ville de Chenôve le 25 septembre 2019 étant arrivée à échéance le 31 août 2020. Il convient, dans l'attente de l'évaluation collective du dispositif et de la signature d'une nouvelle convention, d'en prolonger la durée par voie d'avenant.

Le Conseil métropolitain s'étant prononcé le 27 juin 2020 en faveur de la prolongation du dispositif pour la durée d'un an, il est proposé au Conseil municipal d'autoriser M. le Maire à signer l'avenant n° 1 à la convention cadre et à la convention d'application de la Carte Culture Étudiant.

La présente convention serait donc prolongée d'une année universitaire, soit du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 31 août 2021.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la Cité, Culture du 16 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 à la convention cadre et à la convention d'application relative au dispositif Carte Culture 2016-2019 conformément aux conditions exposées et de prolonger d'une année universitaire, soit du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 31 août 2021, son application,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire, à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – M. LACHAMBRE, vous avez la parole.

**L. LACHAMBRE** – Merci, M. le Maire.

*Présentation de la délibération par Léo LACHAMBRE.*

**L. LACHAMBRE** – Je profite de cette occasion pour partager une information, en lien avec notre collègue Christiane JACQUOT, adjointe à la Solidarité. L'ensemble des demandeurs du RME, cette année, se verront délivrer une Carte Culture gracieusement. C'est un engagement auprès des jeunes les plus précaires pour leur permettre d'accéder un peu plus à la culture sur le territoire métropolitain.

**T. FALCONNET** – Mme JACQUOT, vous vouliez apporter une précision, peut-être ?

**C. JACQUOT** – Je voulais dire à M. LACHAMBRE que cette décision va passer en Conseil d'administration du C.C.A.S., mais logiquement, il n'y a pas de problème. Il faut que les choses soient bien établies.

**T. FALCONNET** – C'est juste pour rappeler qu'il y a des règles. Mme JACQUOT, vous êtes arc-boutée sur votre fonction de vice-présidente du C.C.A.S., vous avez bien raison de le faire, d'autant plus que vous le faites en mon nom au titre de la présidence du C.C.A.S. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette Carte Culture ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
32 POUR

## FINANCES

### 10 - BUDGET 2020 – DÉCISION MODIFICATIVE N°1

La présente décision modificative a pour objet d'ajuster le budget 2020 en fonction de l'avancement des opérations et de la notification de subventions.

**Ainsi, en fonctionnement**, les recettes sont abondées de 177 940 € avec les subventions de l'État au titre des dispositifs « 2S2C » (sport-santé-culture-civisme) et « Vacances apprenantes » mis en place par la commune, pour un montant total de 174 940 €.

Les dépenses sont ajustées à hauteur de 51 520 €. Les crédits supplémentaires sont affectés notamment à la réfection des courts de tennis, les diagnostics préalables à la restructuration du gymnase du Mail et la démolition de la boîte à vélos.

La dotation de 55 000 € prévue pour l'acquisition d'ordinateurs mis à disposition des élèves de CM1 dans le cadre du dispositif « Cité éducative » est, par contre, transférée en investissement.

L'excédent dégagé par la section de fonctionnement (126 420 €) est affecté, pour partie, à l'autofinancement (63 700 €).

**En investissement**, les dépenses, hors mouvements d'ordre, sont abondées de 216 100 € répartis comme suit :

- Travaux de rénovation de l'Hôtel de ville : +90 000 € au titre de la tranche ferme ;
- Maîtrise d'œuvre et études préalables à la déconstruction/reconstruction du gymnase du Mail : +45 000 € ;

En outre, cette enveloppe comprend 35 000 € pour l'équipement numérique des classes ouvertes à la rentrée et la dotation pour les ordinateurs inscrite initialement en fonctionnement et abondée de 5 000 € (60 000 €).

Le remplacement du véhicule de la direction de l'Éducation et l'acquisition de matériel pour la direction des sports et la régie des marchés sont également inscrits à hauteur de 22 300 €.

Enfin, outre un transfert de 6 200 € en fonctionnement, l'installation des caméras (30 000 €) est reportée à 2021, la situation sanitaire ayant retardé la finalisation de ce programme.

Les recettes intègrent deux nouvelles subventions au titre des travaux de l'hôtel de ville : la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL : 209 000 €) et une aide du Département, sur critères d'éligibilité, de 30 000 €. L'indemnisation des véhicules incendiés et la cession d'un autre véhicule les complètent.

Ces recettes nouvelles et l'autofinancement supplémentaire dégagé permettent de réduire l'emprunt de 100 000 €.

**Les mouvements d'ordre**, d'un montant de l'ordre de 430 000 €, comprennent essentiellement des intégrations d'études après réalisation des travaux et un changement de compte de l'ancienne école Giraud.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'adopter la décision modificative n°1 au budget 2020,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – M. AUDARD, vous avez la parole.

*Présentation de la délibération par Patrick AUDARD.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. AUDARD. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette décision modificative ? Mme CARLIER, vous avez la parole.

**C. CARLIER** – M. le Maire, chers collègues, cette situation positive en matière de finances, comme vous l'avez souligné M. AUDARD, autrement dit une réduction de l'emprunt de 100 000 euros, eh bien depuis 6 ans, puisque je n'ai que ce recul car je n'en suis qu'à un deuxième mandat, cela n'est jamais arrivé : nous tenons à le souligner auprès des administrés.

Permettre d'éviter de s'endetter davantage est une prouesse dans le budget d'une ville qui a de l'ambition dans ses investissements.

Certes, oui, ce n'est que 100 000 € sur un budget, tout confondu, de près de 30 millions d'euros. Mais il n'y a pas de petites économies. Il n'y a pas de petites économies lorsque les élus ont construit un programme dont la mise en œuvre va nécessiter, une vigilance financière stricte pour mener à bien les promesses de campagne.

Alors, oui, nous pouvons être fiers de voter ce budget supplémentaire. Et Génération-s le vote à vos côtés, M. le Maire.

Gardons toutefois la tête froide : la crise sanitaire en cours, depuis déjà de longs mois, aura des répercussions économiques, même si à ce jour, nous avons encore du mal à mesurer dans quelle proportion. Ce que l'on sait, c'est que des personnes démunies viennent chaque jour frapper à la porte des associations caritatives, des personnes qui n'ont plus rien, pas un sou. Comme toute économie a des répercussions dans le système budgétaire d'une ville, c'est donc grâce à ces emprunts revus à la baisse que nous pourrions envisager des dispositifs de prise en charge comme le revenu municipal garanti pour les Cheneveliers. Car si on attend du gouvernement actuel la remise en marche d'une stratégie de lutte contre la pauvreté, sachez qu'elle est finalement noyée dans le plan de relance, et donc les calendes grecques sont une échéance plus qu'envisageable pour cette stratégie de lutte contre la pauvreté.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme CARLIER. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Je n'en vois pas.

Peut-être une remarque sur vos critiques sur le plan de relance. Je vais juste faire un petit pas de côté. Mercredi dernier, avec Ville et Banlieues, on a exprimé ce souci qui était le nôtre. Attendons la présentation de la ventilation des 100 milliards d'euros. Il y aura peut-être de bonnes surprises. Mais bien évidemment, il faudra répondre aux enjeux de la crise actuelle qui est d'abord une crise sanitaire qui n'est pas terminée. J'entends que l'on parle d'un reconfinement. Nous ne savons pas ce dont demain sera fait. Et puis je vais dans votre sens, nous affrontons d'ores et déjà une crise sociale très dure. Les allocataires du RSA, sur le territoire de Chenôve, c'est +50 % depuis le début de la crise sanitaire. C'est l'ensemble des contrats précaires, des petits contrats qui ont tous disparu. L'intérim, pour bon nombre de nos concitoyens, c'est terminé. Mme JACQUOT peut en témoigner, c'est l'explosion des demandes d'aides alimentaires au C.C.A.S. pour les personnes isolées.

Nous aurons, et nous avons déjà à le faire, à affronter une crise sociale sans précédent. Et l'amortisseur qu'est la politique publique municipale, mais comme d'autres politiques publiques, je pense au Conseil départemental, ou à la Métropole puisque maintenant avec le transfert de compétences, nous avons l'aide sociale de premier contact. Tout cela nous oblige à faire très attention.

Je vous remercie pour ce que vous dites sur les 100 000 € d'emprunt que nous mobiliserons en moins, parce que ces 100 000 € vont nous servir à investir. Et investir, ce sont plus de projets publics, c'est plus de renouvellement urbain, et qui dit plus de projets publics de renouvellement urbain dit plus de travaux, donc plus d'emplois, plus d'entreprises mobilisées, et aussi plus de clauses d'insertion. Ça aussi, remettre des personnes qui sont très éloignées de l'emploi, les remettre vers le chemin d'un emploi ou d'une formation qualifiante, c'est très important, mais nous aurons vraisemblablement à en reparler ensemble prochainement.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Je n'en vois pas, je mets aux voix ce budget modificatif. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. C'est étrange, quand on vote le budget et qu'on vote le budget modificatif... Ça fait partie des étrangetés. Merci, M. AUDARD, en tout cas vous avez convaincu l'ensemble de nos conseillers municipaux. Vous êtes très fort, vous avez été un bon avocat de cette décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

31 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. MICHEL

## 11 - ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES ET VALIDATION DES CRÉANCES ÉTEINTES

L'admission en non-valeur peut être demandée par le comptable public dès que la créance lui paraît irrécouvrable, l'irrécouvrabilité pouvant trouver son origine dans la situation du débiteur (insolvabilité, disparition...) ou dans l'échec du recouvrement amiable.

Le montant des créances proposées en admission en non-valeur par le comptable s'élève en 2020, à 5 751,80 €. Elles se répartissent, par exercice, comme suit :

Année	Montant
2016	1 398,19 €
2017	644,97 €
2018	1 198,53 €
2019	2 117,18 €
2020	392,93 €

En outre, le Conseil municipal doit valider les états de non-valeurs présentés par le comptable à la suite d'un effacement de dettes. Cette procédure intervient, en cas d'insuffisance d'actif, dans le cadre d'une procédure collective pour les entreprises, et d'une décision de la commission de surendettement homologuée par le juge pour les particuliers. Ces créances éteintes s'élèvent à 2 452,52 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020.

Vu l'instruction codificatrice n° 11-022-M0 du 16 décembre 2011 relative au recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables,**

**ARTICLE 2 : De valider l'état des créances éteintes,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Vous avez de nouveau la parole, M. AUDARD.

*Présentation de la délibération par Patrick AUDARD.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. AUDARD. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? À noter que l'année 2020 n'est pas terminée.



**P. AUDARD** – Oui, parce que là, nous n'avons que 392, 93 €, mais nous n'avons pas encore l'impact réel sur nos finances des créances irrécouvrables pour l'année 2020.

**T. FALCONNET** – Nous n'avons pas encore les impayés de cantine, les impayés des centres de loisirs cet été, etc. Ça ne devrait pas être une année très faste pour les finances à ce titre-là. C'est en lien avec ce que je disais tout à l'heure sur la crise sociale. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

31 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. MICHEL

## **12 - COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS : PROPOSITION D'UNE LISTE DE CONTRIBUABLES**

À la suite du renouvellement général du Conseil municipal, il convient de procéder à la constitution d'une nouvelle commission communale des impôts directs (CCID).

Il est rappelé que cette commission a principalement pour rôle d'assurer le suivi de la mise à jour des bases d'imposition effectuée par les services fiscaux après tout changement affectant les propriétés bâties (construction, démolition, addition de construction,...), et d'émettre un avis sur les nouvelles valeurs locatives proposées par les services fiscaux.

Cette instance est composée, outre le Maire ou l'adjoint délégué qui en assure la présidence, de 8 titulaires et de 8 suppléants.

Ces membres sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double (32 personnes), dressée par le conseil municipal.

Les contribuables proposés sur cette liste doivent remplir les conditions suivantes :

- être de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne,
- être âgés de 18 ans au moins,
- jouir de leurs droits civils,
- être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune,
- être familiarisés avec les circonstances locales,
- posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux de la commission.

Enfin, la répartition doit être équitable entre les contribuables respectivement imposés à la taxe foncière, à la taxe d'habitation et à la contribution foncière des entreprises.

Vu le code général des impôts, notamment l'article 1650,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'adopter la liste de contribuables ci-jointe,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – M. AUDARD, vous avez la parole.

*Présentation de la délibération par Patrick AUDARD.*

**T. FALCONNET** – Y a-t-il des demandes d'intervention ? Il doit y en avoir, puisqu'il y a eu des observations faites en commission. M. NEYRAUD, vous avez la parole.

**P. NEYRAUD** – M. le Maire, mesdames et messieurs les élus, permettez-moi d'abord de vous relire cette phrase sur la présente délibération concernant la commission communale des impôts directs (CCID) :

« Cette instance est composée, outre le maire ou l'adjoint délégué qui en assure la présidence, de 8 titulaires et 8 suppléants. » Oui, qui en assure la Présidence...

Pourtant, M. le Maire, souvenez-vous, lors du débat avec France Bleue vous m'aviez traité de menteur devant tout le monde en disant que vous n'étiez pas le président de cette commission !

**T. FALCONNET** – C'est vrai.

**P. NEYRAUD** – Aujourd'hui, je constate que vous avez changé d'avis ! C'est une façon de faire de la politique, ce n'est pas la mienne que de traiter les autres de menteurs de manière éhontée !

Mais soit, vous êtes le président de cette commission et vous êtes libres d'en choisir les représentants. C'est normal, puisque vous avez été élu avec plus de 66 % des voix, comme vous aimez nous le rappeler à chaque conseil.

**T. FALCONNET** – Ne vous faites pas de mal.

**P. NEYRAUD** – Mais permettez-nous quand même d'être très surpris par la composition de cette commission. La plupart des membres sont connus et sont très respectables et ont, pour certains, siégés au Conseil municipal ou on fait partie d'instances liées à la vie municipale il y a fort longtemps parfois !

Il y a même un personnage qui a dû avoir un rappel à la loi pour nous avoir insultés sur *Facebook* lors de cette dernière campagne municipale ! Nous sommes surpris que vous cautionniez ces attaques auprès d'un élu ! Nous avons pourtant voté récemment le contraire lors du dernier Conseil municipal.

Il nous avait aussi semblé que vous vouliez modifier les méthodes passéistes que l'on voit trop souvent en politique, je veux parler du clientélisme, voir du parachutage pour certains. Permettez-nous d'en douter aujourd'hui. Vous comprendrez donc qu'en tant que Président de l'association des Pierres bleues, je suis déçu que la population ne soit pas représentée de manière plus mosaïque afin de représenter au mieux l'intérêt du citoyen pour avoir enfin une justice fiscale comme l'enlèvement du coefficient particulier qui touche les quartiers Grands crus et Clos du Roy, les quartiers étant sous représentés dans cette commissions. Enfin, lors de votre discours à l'écho des communes du 23 septembre dernier vous disiez que votre credo était la participation citoyenne. Alors, je vous pose la question M. le Maire : Pourquoi n'avoir pas utilisé cette participation citoyenne pour choisir les représentants de cette commission de manière démocratique ?

**T. FALCONNET** – M. AUDARD, vous voulez répondre ? Je vous en prie.

**P. AUDARD** – Oui, M. NEYRAUD, la proposition qui est faite, on pourra toujours la critiquer tant qu'elle émane d'une majorité à l'égard d'une minorité. Il est toujours possible de dire : « Vous n'avez pas choisi les bonnes personnes. » Mais la question qui nous est posée, c'est la question des critères. Est-ce que nous représentons ou est-ce que nous proposons une liste qui remplit bien tous les critères ? Là-dessus, je ne pense pas que vous puissiez émettre la moindre critique par rapport à cette liste.

**P. NEYRAUD** – C'est une question ?

**P. AUDARD** – Oui.

**T. FALCONNET** – Attendez., M. AUDARD, si vous le voulez bien, on va garder une tenue à ce conseil municipal, comme il en a toujours eu. Il n'y a pas de dialogues entre vous. Si M. NEYRAUD redemande la parole, je lui donnerai. Est-ce que vous pouvez compléter votre

réponse.

**P. AUDARD** – Par ailleurs, en ce qui concerne les critiques sur les éléments de démocratie participative, elles ne me paraissent pas très bien venues, puisque vous avez toujours la possibilité, d'ailleurs c'est ce que vous avez exprimé en commission, de solliciter directement du Préfet qu'il puisse prendre en considération d'autres propositions. Il n'y a pas de mauvais esprit de notre part dans la proposition de liste qui est faite. Et vous avez raison d'avoir dit qu'il s'agissait d'honorables citoyens, à part une personne, je ne sais pas laquelle, avec laquelle vous auriez eu maille à partir, bon, dont acte. Voilà, M. le Maire.

**T. FALCONNET** – M. MICHEL a demandé la parole.

**D. MICHEL** – Juste deux questions. Il y a un certain nombre d'élus qui sont sur la liste. Tout bêtement, peut-on être élu et à la fois, comment ? Et expertisant ?

**T. FALCONNET** – Oui.

**D. MICHEL** – Je rejoins la question, malgré tout, des appels à volontariat dans le cadre de la démocratie participative. On avait initié le tirage au sort pour la mise en place du conseil citoyen et des conseils participatifs. Je trouve qu'il est dommage qu'il n'y ait pas eu d'appel à volontariat et dans cette dynamique de démocratie participative à laquelle je m'y associe, vous m'en excuserez, dans laquelle je trouve qu'on ne peut que grandir ensemble. C'est sur ces éléments-là que je situerais.

Et dernier élément : est-ce qu'on peut voter quand on a un proche sur la liste ?

**T. FALCONNET** – Oui.

**D. MICHEL** – C'est sur ces éléments-là que je voudrais attirer votre attention.

**T. FALCONNET** – Je rappelle, sans bien évidemment reprendre ce qu'a dit précisément Patrick AUDARD, qui est tout à fait juste. Ce que je retiens, c'est de familiariser avec les circonstances locales, posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux de la commission. Alors, le tirage au sort, ce n'était pas possible. On aurait pu, si on avait anticipé et ainsi de suite, prendre langue avec vous et vous associer. On aurait pu, on ne l'a pas fait. Vous avez dans cette liste des gens qui ne sont pas particulièrement proches de la municipalité. Alors oui, il y en a beaucoup, mais comme l'a dit M. NEYRAUD, je n'ai pas compté s'il y en avait 66,6 %, mais il y en a effectivement une bonne part, comme c'était le cas auparavant. Je rappelle quand même qu'auparavant, il y avait moins de prises en considération des différentes sensibilités. Il y a un certain nombre de noms qui ne sont pas des amis politiques et qui sont pourtant des personnes qui ont eu des engagements dans l'opposition, qui sont des adversaires mais qui sont des gens tout à fait honorables et appréciables.

Quant à votre qualité, M. NEYRAUD, de président de l'association des Pierres bleues, ce n'est pas le problème. Ici, vous êtes conseiller municipal de la ville de Chenôve. Vous n'êtes ni sportif, ni membre du Bureau Veritas, ni amateur de cuisine martiniquaise, ... Vous êtes conseiller municipal. Essayons de rester au bon niveau de débat et de discussion dans cette assemblée. Je vous en remercie par avance.

Y a-t-il d'autres interventions sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Je rappelle que, c'était d'ailleurs le cas précédemment, M. le Préfet peut choisir sur la liste des contribuables de Chenôve... Alors, je ne sais pas où il va pêcher les redevables à la taxe d'habitation, parce qu'il n'y en a plus que 9,2 % à Chenôve, donc s'il faut l'équilibre, il faudra veiller à en trouver, qui sont en-dehors de ce Conseil municipal.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux contre, une abstention. Je vous remercie d'avoir passé autant de temps sur cette délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

**VOTES**

29 POUR

2 CONTRE :

M. NEYRAUD - M. SINGER

1 ABSTENTION :

M. MICHEL

### **13 - FONJEP – ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION 2020 POUR LE POSTE DU DIRECTEUR DE LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE (MJC) DE CHENÔVE**

Par délibération du 2 mai 2016, le Conseil municipal approuvait la convention de financement du poste du directeur de la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de Chenôve dans le cadre du Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (FONJEP).

À ce titre, la commune est appelée, chaque année, à participer financièrement, en fonction du coût du poste réduit de l'aide de l'État.

En 2020, la contribution communale est fixée, comme en 2019, à 66 886 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2020.

Vu le budget primitif 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'attribuer une subvention de 66 886 € au FONJEP, au titre du financement du poste du directeur de la MJC,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – M. LACHAMBRE, vous avez la parole.

**L. LACHAMBRE** – Merci, M. le Maire.

*Présentation de la délibération par Léo LACHAMBRE.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. LACHAMBRE. Je voudrais simplement vous signaler l'état financier difficile dans lequel se trouve la Fédération Française des MJC, qui avait son assemblée générale ce week-end. Peut-être est-ce la dernière subvention FONJEP versée à la FFMJC. Ce n'est pas un bon signe, quand une grande institution populaire comme la FFMJC montre des signes de faiblesse aussi forts, qu'ils doivent envisager une liquidation. Et nous sommes attachés à l'éducation populaire au sein de cette assemblée. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? M. NEYRAUD, vous avez la parole.

**P. NEYRAUD** – M. le Maire, mesdames et messieurs les élus, sans vouloir juger de ce qui concerne la MJC, nous sommes surpris du montant très élevé de la participation de la Ville pour le poste du directeur de la Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve.

Si nous calculons bien, cette somme de 66 886 € représente après enlèvement des cotisations une somme de 4 200 € net mensuels, sans compter l'aide de l'état qui nous amène à un salaire entre 5 000 € et 6 000 € nets mensuels, très loin du salaire moyen français (1 800 €) et encore plus pour un habitant de Chenôve.

Ce salaire extravagant n'a pas à être financé par la municipalité de Chenôve, mais par la MJC. Nous nous opposons donc à cette subvention déraisonnable. De plus, nous sommes surpris que cette délibération n'ait pas été discutée lors de la dernière commission sur les finances.

Nous attirons votre attention sur la période très difficile que les Cheneveliers vivent actuellement en raison du COVID. Certains ont perdu leurs emplois et les fins de mois sont

difficiles pour beaucoup. Il suffit de faire ses courses à partir du 25 du mois pour s'apercevoir que des cartes bleues ne passent pas et qu'un chèque est utilisé, voire un paiement en chèque restaurant pour payer les commissions.

M. le Maire, ce n'est pas un salaire normal pour un directeur de MJC. C'est pour cela que nous vous demandons, M. le Maire, pour cette délibération, de voter à bulletin secret.

**T. FALCONNET** – M. LACHAMBRE, je vous laisse répondre.

**L. LACHAMBRE** – Merci, M. le Maire. Tout à l'heure, M. NEYRAUD nous parlait de pont thermique. Mais à force de souffler le chaud et le froid ce soir, c'est un pont thermique cérébral dont vous allez faire part, parce que vous ne pouvez pas citer un directeur d'une association qui est autonome, parler de son salaire. Moi, je ne vous demande pas votre salaire, M. NEYRAUD. Moi, je ne vous demande pas votre salaire. Le salaire que l'on verse au directeur de la MJC, il a toujours été comme cela. Directeur de MJC, c'est ce qu'on peut appeler dans nos collectivités, un poste de catégorie A des cadres supérieurs. Alors effectivement, les cadres supérieurs, ce n'est pas le salaire moyen des Françaises et des Français. N'allez pas sur ce terrain-là, M. NEYRAUD, parce qu'il est assez malsain.

*Propos inaudibles de M. NEYRAUD, son micro n'étant pas allumé.*

**T. FALCONNET** – M. NEYRAUD, vous n'avez pas la parole. M. LACHAMBRE, vous concluez, s'il vous plaît ?

**L. LACHAMBRE** – J'aimerais que l'on ait une discussion sur est-ce que la MJC remplit la convention d'objectifs et de moyens que l'on a signée avec eux ? Là, c'est un débat constructif. Mais rentrer par le petit bout de la lorgnette du salaire du directeur, franchement M. NEYRAUD, je pense qu'il faut mettre à la hauteur des débats du Conseil municipal.

*Propos inaudibles de M. NEYRAUD, son micro n'étant pas allumé.*

**T. FALCONNET** – M. NEYRAUD, s'il vous plaît, vous n'avez pas la parole. Je vous demande de quitter ce terrain glissant, parce que l'on parle d'un directeur que l'on connaît tous ici. Que vous vous opposiez au principe de verser une subvention au FONJEP pour subventionner le poste de directeur, va falloir que vous en parliez avec votre voisin de gauche, parce que pendant des années, il a été adjoint référent à la MJC et qu'il a présenté ces délibérations au Conseil municipal.

Je ne vous interpelle pas, M. SINGER, je rappelle que vous avez l'expertise fine sur le fonctionnement de la MJC. Mais que l'on mette en accusation comme ça une personne, en disant qu'elle gagne trop ou pas assez, c'est grave ! C'est même scandaleux ! Je demanderai à ce que vos paroles ne soient pas retranscrites dans le compte-rendu. Vous attaquez une personne, M. NEYRAUD !

M. MICHEL a la parole, et lui seul.

**D. MICHEL** – Merci, M. le Maire. J'ai toujours un côté optimiste dans la vie, donc je pense qu'on est plus dans la maladresse que dans l'intention de la part de M. NEYRAUD. On peut s'opposer au principe, mais je pense qu'il ne faut pas maladroitement citer le salaire net des gens. Ce n'est ni le lieu, ni l'endroit, ni l'objet du débat. Après, on est pour ou contre, mais on ne peut pas aller au-delà par rapport au respect que l'on doit aux personnes et au travail qu'elles font, et par rapport à minimum de courtoisie et de décence.

**T. FALCONNET** – Merci, M. MICHEL. Je souscris pleinement à ce que vous venez de dire. Mme M'PIAYI, vous avez la parole.

**S. M'PIAYI** – Bon, je n'ai pas suivi tout le débat, mais ce que j'ai entendu me suffit. Vous avez décidé d'enlever l'intervention de M. NEYRAUD...



**T. FALCONNET** – Je ne peux pas le faire.

**S. M'PIAYI** – Mais vous venez de le dire.

**T. FALCONNET** – Oui, mais je ne peux pas le faire.

**S. M'PIAYI** – Alors, ce que je voulais vous dire, c'est que si vous le faites, alors vous enlevez tout le débat, parce que, de toute façon, M. le directeur va le savoir et il sera touché. Alors, soit on enlève tout, soit on n'enlève rien, mais visiblement, on ne peut rien enlever.

**T. FALCONNET** – Je ne peux rien enlever. Et je le dis, ça ne présume pas des suites judiciaires qu'il peut y avoir sur cette affaire, parce que là, vous êtes allé loin, M. NEYRAUD.

*Propos inaudibles de M. NEYRAUD, son micro n'étant pas allumé.*

**T. FALCONNET** – M. NEYRAUD, vous n'avez pas la parole, on va arrêter là-dessus. M. MICHEL a parlé de maladresse, voilà. Mais vous les accumulez, les maladresses. Essayez d'être moins maladroit, et essayez d'être correct, M. NEYRAUD, avec les personnes.

*Propos inaudibles de M. NEYRAUD, son micro n'étant pas allumé.*

**T. FALCONNET** – Non, M. NEYRAUD, vous n'avez pas la parole. Parce que je ne vous la donne pas, vous allez vous enfermer, M. NEYRAUD. Je vous protège, M. NEYRAUD. Je mets aux voix cette délibération. Qui est contre ? Deux contre ! Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette délibération est adoptée.

*Propos inaudibles de M. NEYRAUD, son micro n'étant pas allumé.*

**T. FALCONNET** – Il n'y a plus de débat sur cette question, puisque nous avons voté.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

#### **VOTES**

30 POUR

2 CONTRE :

M. NEYRAUD - M. SINGER

## ADMINISTRATION GENERALE

### 14 - RAPPORT D'ACTIVITÉS ET COMPTE ADMINISTRATIF 2019 DE DIJON MÉTROPOLE – INFORMATION AU CONSEIL MUNICIPAL

L'article L.5211-39 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse, chaque année, au maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au Conseil municipal, en séance publique, au cours de laquelle les délégués de la commune siégeant au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus.

En application de ces dispositions, le rapport d'activités 2019 de Dijon Métropole et le compte administratif 2019 ont été remis à Monsieur le Maire.

#### 1) Présentation de Dijon Métropole

##### **Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, Dijon Métropole comptait :**

- 258 782 habitants (population totale INSEE 2020), soit 47,5 % de la population de la Côte-d'Or et 9 % de la population de la Bourgogne-Franche-Comté,
- 23 communes,
- 134 851 emplois

##### **86 élus siègent au Conseil métropolitain**

- Les élus représentant la ville de Chenôve au sein de Dijon Métropole depuis le 8 juin 2020 sont : M. Thierry FALCONNET, Mme Brigitte POPARD, M. Patrick AUDARD, M. Léo LACHAMBRE et Mme Hana WALIDI-ALAOUI.

##### **Les compétences exercées par Dijon Métropole se partagent en six grandes familles :**

- Développement et aménagement économique, social et culturel de l'espace métropolitain,
- Aménagement de l'espace métropolitain,
- Politique locale et habitat,
- Politique de la ville,
- Gestion des services d'intérêt collectif,
- Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie.

##### **Dijon Métropole exerce en outre les compétences suivantes :**

- la gestion d'un service public de fourrière de véhicules,
- l'exécution de prestations de service dans le cadre de ses compétences pour le compte de collectivités, d'établissements publics de coopération intercommunale ou de syndicats mixtes non membres,
- l'octroi de subventions d'équipements ou de fonctionnement aux établissements à caractère scientifique, culturel et professionnel,
- la gestion d'un service public de fourrière pour chiens dangereux,
- l'offre de prestations accessoires aux producteurs et aux détenteurs de déchets d'activités de soins,
- l'acquisition à titre onéreux ou à titre gratuit de tout bien permettant la réalisation de la « ceinture verte »,
- la constitution en centrale d'achats.

**Le 25 novembre 2019, par arrêté préfectoral, huit compétences du Département de la Côte-d'Or sont transférés à Dijon métropole :**

- Attribution des aides au titre du fonds de solidarité (FSL),
- Attribution des aides au titre du fonds d'aide aux jeunes (FAJ),
- Service public d'action sociale,
- Adoption, adaptation et mise en œuvre du programme métropolitain d'insertion,
- Actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu,
- Personnes âgées et action sociale (hors prestations légales),
- Tourisme,
- Gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental.

**L'année 2019 a également été consacrée à l'accompagnement des collectivités, de leurs directions et de leurs agents dans la démarche de mutualisation de certains services :**

178 agents ont été transférés à la métropole :

- au 1<sup>er</sup> janvier : 151 agents de la ville de Dijon et 3 agents du CCAS de Dijon,
- au 1<sup>er</sup> avril : 9 agents de la ville de Dijon (portail téléphonique),
- au 1<sup>er</sup> mai : 7 agents de la ville de Chenôve, 3 agents de la ville de Longvic, 2 agents de la ville de Marsannay-La-Côte, 2 agents de la ville de Quétigny et 1 agent de la ville de Fontaine-Les-Dijon.

## 2) Présentation des principaux événements de l'année 2019

L'année 2019 a été marquée par un certain nombre de temps forts :

- 26 janvier, 120 élèves de la garde civile espagnole ont été accueillis à l'école de gendarmerie de Dijon située sur l'ancienne Base aérienne 102.
- 1<sup>er</sup> février, Nathalie KOENDERS reçoit le trophée « ville où il fait bon étudier ».
- 6 avril, Plan climat air énergie, journée de sensibilisation autour de la qualité de l'air.
- 11 avril, On Dijon, inauguration du poste de pilotage rassemblant vidéo-surveillance, police municipale, services de la voirie, PC sécurité et PC circulation centralisés en un lieu unique.
- 17, 18 et 19 mai, après 10 ans de travaux, réouverture du musée des Beaux Arts métamorphosé.
- 4 juillet, pose de la première pierre de la Cité Internationale de la Gastronomie et du Vin (CIFV).
- 4 et le 15 septembre, inauguration du centre aquatique éco-performant (piscine du Carroussel). 21 M d'euros de travaux ont été nécessaires à la restructuration totale.
- 7 novembre, Inauguration de la galerie Cour Bareuzai après un an et demi de travaux.
- 28 novembre, mise en valeur de l'architecture et du patrimoine AVAP incluant Dijon, Chenôve et Marsannay-La-Côte.
- 19 décembre, approbation du PLUi-HD.

## 3) Données financières et quelques indicateurs chiffrés (compte administratif 2018)

- 417,7 millions d'euros de recettes réalisées, dont 299,02 millions d'euros de recettes de fonctionnement.
- 348,7 millions d'euros de dépenses réalisées, dont 235,9 millions d'euros de dépenses de fonctionnement et 112,8 millions d'euros de dépenses d'investissement.
- 61,5 millions d'euros ont servi aux dépenses d'équipement et 23,7 millions d'euros au remboursement de la dette.

**Les trois principaux postes de dépenses du budget principal et des budgets annexes** (hors la reprise des déficits antérieurs et le remboursement de la dette) sont :

- Les transports publics urbains (25,8 %)
- Les versements aux communes (13,6 %)
- La voirie et les accessoires (12,6 %)

**Outre ces éléments financiers, quelques chiffres méritent d'être soulignés :**

- Clauses d'insertion : En 2019, il y a eu 86 marchés publics incluant des clauses d'insertion, représentant 231 588 heures de travail.
- Déplacements :
  - La fréquentation en nombre de voyages sur l'ensemble du réseau Divia (bus et tramway) a été de 46 133 000. Le réseau compte 66 800 abonnés, pour 182 700 voyages par jour.
  - La métropole compte 10 parkings en ouvrage Diviapark.
- Déchets ménagers :
  - La production d'ordures ménagères est de 322,95 kg/an/habitant,
  - Le poids des déchets incinérés est de 38,67 kg/an/habitant,
  - Le taux de recyclage est à 54,91 %.
- L'eau potable : les prélèvements sur les ressources ont augmenté en 2019, tout comme les consommations.
- Droit des sols : instruction des différentes autorisations d'urbanisme :
  - 2 114 logements autorisés (dont 247 logements individuels),
  - 251 233 m<sup>2</sup> de surface plancher autorisés (dont 136 344 m<sup>2</sup> pour l'habitat),
  - 118 343 m<sup>2</sup> de surface plancher construits (dont 10 385 m<sup>2</sup> pour le commerce, 8 657 m<sup>2</sup> pour les bureaux, 18 237 m<sup>2</sup> pour l'industrie et l'activité, 2 863 m<sup>2</sup> pour les équipements et service).
- Foncier/Patrimoine :
  - 2 943 Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) instruites,

Vu l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport d'activités 2019 incluant la présentation du compte administratif 2019, joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Administration Générale, Finances, Vie de la cité, Culture du mercredi 16 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la communication relative au rapport d'activités et au compte administratif 2019 de Dijon Métropole.**

**T. FALCONNET** – Je vais aller rapidement, puisque vous avez tous reçu ce rapport, et normalement, vous l'avez tous lu et vous le connaissez tous par cœur.  
Nous allons parler d'un rapport complètement en décalage par rapport à la situation actuelle, puisque entre-temps, il y a eu la crise sanitaire. Et vous verrez que le rapport et le compte

administratif 2020 ne seront pas de même nature.

*Présentation de la délibération par M. le Maire.*

**T. FALCONNET** – Y a-t-il des remarques sur ce rapport d'activités et sur ce compte administratif ?

M. Yves-Marie BRUGNOT, vous avez la parole.

**Y-M. BRUGNOT** – Je vous remercie, M. le Maire. Sur la page 2 : « L'année 2019 a également été consacrée à l'accompagnement des collectivités, 178 agents ont été transférés à la métropole. » Il se trouve que la dernière ligne cite un agent de la ville de Fontaine-d'Ouche. Je ne connais pas de ville de Fontaine-d'Ouche.

**T. FALCONNET** – Je pense qu'il s'agit d'un agent de la ville de Fontaines-les-Dijon. Merci, on va rectifier, vous avez été très vigilant. Est-ce qu'il y a d'autres demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je vous demande de prendre acte de la communication de ce rapport d'activités et de ce compte administratif.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

## AMENAGEMENT

### **15 - TÈNEMENT FONCIER LIBÉRÉ PAR LA DÉCONSTRUCTION DE LA TOUR 12 RUE RENAN : ACQUISITION PAR LA VILLE À ORVITIS**

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, le secteur Renan doit faire l'objet d'une requalification avec des interventions sur le cadre bâti (démolitions partielles, éco-réhabilitations, résidentialisation...), les espaces et les équipements publics (réhabilitation et extension de la bibliothèque...).

La déconstruction de la tour n°12 rue Renan a libéré une emprise foncière permettant à la collectivité de réaliser l'aménagement d'un espace public (projet "La Cabane") et, à terme, l'extension de la bibliothèque François Mitterrand.

Les orientations et le programme de renouvellement urbain pour le quartier du Mail ayant été approuvés le 9 octobre 2019 par le Comité d'Engagement de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), il convient de régulariser le foncier laissé libre suite à la démolition de la tour.

Le tènement qui serait cédé par ORVITIS à la commune est composé de 4 parcelles cadastrées AK 285, AK 287; AK 289 et AK 291 pour une surface globale de 494 m<sup>2</sup> (voir plan joint).

Cette opération pourrait être consentie pour un montant de 99 000 € H.T. conformément à l'avis de France Domaine du 14 mai 2020,

Les crédits nécessaires à cette acquisition sont inscrits au budget 2020,

Les frais liés à cette opération seraient à la charge de la Ville,

Considérant le présent exposé,

Vu l'avis de France Domaine,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser l'acquisition de ce tènement foncier aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – M. AMODEO, vous avez la parole.

**M. AMODEO** – Merci, M. le Maire.

*Lecture de la délibération par Martino AMODEO.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. AMODEO. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette

cession foncière ? Mme BOILEAU, vous avez la parole.

**J. BOILEAU** – M. le Maire, chers collègues, dans cette délibération, il est signalé une surface de près de 500 m<sup>2</sup>, et un coût de près de 100 000 €. Cette somme, c'est le prix du terrain à bâtir à Chenôve. Mais c'est aussi le prix qu'il faut investir pour maîtriser son sol et surtout en maîtriser son utilisation afin de le destiner à l'amélioration de l'environnement des habitants.

Nous aurions pu laisser cette emprise à ORVITIS ou la vendre à un promoteur pour construire un immeuble qui aurait remplacé la Tour Renan déconstruite. Mais le consacrer à la transition énergétique et environnementale correspond à la politique que nous assumons, fidèles à notre engagement n° 2 de notre programme.

Une partie sera utilisée pour la future extension de la bibliothèque, et la majeure partie à l'aménagement végétalisé pour tous les habitants de notre ville et principalement ceux du quartier, avec la création d'un îlot de fraîcheur et des jeux pour notre jeunesse.

Solution naturelle pour faire face aux fortes chaleurs en créant de l'ombre qui protégera les personnes et le sol, produira de la vapeur d'eau, en faisant baisser les températures pour le bien être de nos habitants.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme BOILEAU. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Je n'en vois pas. À titre d'information, ce sont 600 arbres qui vont être plantés là. Ce n'est pas mal ! Arbres et arbustes. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
32 POUR

## 16 - VENTE DE LA BÂTISSE 15-17 RUE PAUL BERT

La commune de Chenôve est propriétaire d'un Immeuble, sis 15 et 17 rue Paul Bert, composé de 4 appartements, situé dans le Vieux Bourg.

Deux des logements sont occupés.

Ce bâtiment est devenu inutile à la commune, il est donc envisagé de vendre ce bien.

Les lettres de dénonciation des baux ont été envoyées en recommandé le 24 juin 2020 et distribuées le 25 juin 2020, soit 6 mois avant la date de fin des baux, conformément aux contrats de baux. Les logements seront donc libérés au plus tard le 31 décembre 2020.

La cession pourrait être consentie pour un montant de 400 000 €, conformément à l'estimation de France Domaine qui comprend une marge de négociation 20 %.

Les frais liés à l'acte sont à la charge de l'acquéreur.

Préalablement à l'acte notarié, il pourrait être signé un compromis de vente qui présente l'intérêt d'engager le vendeur mais également l'acquéreur sous réserve d'éventuelles(s) condition(s) suspensive(s).

Aujourd'hui, la commune bénéficie d'une offre d'achat de 400 000 € présentée par M. DEMIRTAS Tunkay.

Vu l'offre d'achat de M. DEMIRTAS Tunkay du 17 juillet 2020,

Vu l'avis de France Domaine du 9 juillet 2020,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser la cession de cette bâtisse située 15 et 17 rue Paul Bert pour un montant de 400 000 €, les frais liés à l'acte étant à la charge de l'acquéreur,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant et, tout acte préalable nécessaire afin d'engager les parties dès avant la signature de l'acte notarié,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – C'est toujours M. AMODEO qui va nous présenter cette délibération.

*Lecture de la délibération par Martino AMODEO.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. AMODEO. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre la vente de cette bâtisse ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions



par :

**VOTES**  
32 POUR

## FINANCES

### 17 - ENCARTS PUBLICITAIRES DES AGENDAS 2021 : GRILLE TARIFAIRE

Pour promouvoir son attractivité, la ville de Chenôve lance, comme chaque année, la fabrication d'agendas distribués dans toutes les boîtes aux lettres de la commune.

Afin d'assurer le financement de cet agenda 2021, il est proposé de procéder à l'insertion d'encarts publicitaires destinés aux acteurs économiques locaux pour promouvoir leur activité.

Consciente de la difficulté que rencontrent les acteurs du territoire dans ce contexte de crise sanitaire, la Ville de Chenôve souhaite proposer une tarification abordable. Les tarifs appliqués, par leur faible coût, permettent à des petits commerces et artisans d'accéder à la publicité dans un support de qualité, valable un an et largement diffusé.

Il est donc proposé de faire appliquer les tarifs suivants par la société qui sera retenue pour procéder à la régie publicitaire de cet agenda 2021.

#### Tarifs encarts publicitaires 2021 :

- 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> de couverture :
  - Pleine page : 1 000 € HT
  - Module pub (format 85 x 48,5 mm) : 250 € HT
- Page intérieure :
  - Pleine page : 900 € HT
  - Module pub (format 85 x 48,5 mm) : 225 € HT
- Modules insérés dans le calendrier :
  - Format 1 (55 x 40 mm) : 100 € HT
  - Format 2 (40 x 85 mm) : 155 € HT
  - Format 3 (55 x 85 mm) : 210 € HT
  - Format 4 (85 x 85 mm) : 325 € HT

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'adopter les tarifs des encarts publicitaires 2021 tels que précisés ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Vous le savez, nous travaillons à l'attractivité de la ville de Chenôve, notamment en lançant la fabrication d'agendas pour 2021, qui sont distribués dans toutes les boîtes aux lettres de la commune.

*Lecture de la délibération par M. le Maire.*

**T. FALCONNET** – Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? M. NEYRAUD, vous avez la parole.

**P. NEYRAUD** – Juste une petite suggestion. Plutôt que de distribuer des agendas à tout le monde, parce que l'année dernière, c'est arrivé vers le 10 janvier, et nombreux étaient les personnes qui avaient déjà un agenda, ne serait-il pas mieux, d'un point de vue écologique, d'en fabriquer un tiers pour la population et les mettre à la disposition des habitants ? C'est une question. Merci.

**T. FALCONNET** – Oui, et on peut également les mettre en ligne pour que les gens les impriment. Comme ça, ce sera bon pour l'écologie. Nous, on est pour l'égalité, donc il y a des agendas gratuits qui seront distribués à l'ensemble de la population, aux associations, aux acteurs économiques. Toutes les collectivités, petites ou grandes, font ça. On avait pris cette décision de le distribuer à tout le monde, parce qu'avant, c'était réservé à une toute petite partie de privilégiés qui avaient le droit à ces agendas. On a décidé de les distribuer à tout le monde. On est pour l'égalité, M. NEYRAUD, entre les quartiers, entre les citoyens. Et c'est très apprécié, notamment par nos aînés. Parce que tout le monde n'a pas les moyens, en novembre, en décembre ou en janvier, de s'acheter un agenda. Et avoir un agenda gratuit qui arrive dans sa boîte aux lettres, je peux vous garantir que c'est apprécié, surtout quand on gagne 800 € par mois, parce que c'est le salaire moyen par habitant sur le quartier politique de la ville.

Je mets aux voix cette proposition. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
32 POUR

## ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

### 18 - CRÉATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 110,  
Vu le décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales,

Aux termes de l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les autorités territoriales peuvent, pour former leur cabinet, recruter librement un ou plusieurs collaborateurs qui leur sont directement rattachés et l'assistent dans leur double responsabilité politique et administrative.

Un cabinet a traditionnellement une mission de conseil auprès de l'autorité territoriale, de préparation de ses décisions, au moyen de dossiers fournis par les services compétents de l'administration, de liaison avec la direction générale des services, avec les organes politiques et avec les interlocuteurs extérieurs (médias et associations) et enfin de représentation de l'élu.

Le cabinet peut comprendre un directeur et un ou plusieurs autres collaborateurs.

L'effectif maximum des collaborateurs du cabinet d'un maire est fixé à une personne lorsque la population de la commune est inférieure à 20 000 habitants et à deux personnes lorsque la population de la commune est comprise entre 20 000 et 40 000 habitants.

La Ville de Chenôve bénéficie d'un surclassement démographique en raison de la présence sur son territoire d'une zone urbaine sensible et peut ainsi prendre en compte ce surclassement pour calculer l'effectif maximal de collaborateurs de cabinet susceptible d'être recruté par le maire.

Ces emplois ne sont pas des emplois permanents et ne sont pas intégrés à la hiérarchie de l'administration. Ils prennent fin à l'issue du mandat du maire auquel ils sont liés, à savoir M. Thierry FALCONNET.

Les collaborateurs de cabinet peuvent être recrutés parmi les fonctionnaires par la voie du détachement sur cet emploi. L'autorité territoriale peut également nommer un ou plusieurs agent(s) contractuel(s) en fonction au sein de la collectivité.

Il convient de procéder à la création des emplois non permanents suivants :

- un emploi non permanent de Directeur de cabinet,
- un emploi non permanent de Chef de cabinet.

Ce qui correspond à l'actuelle structuration du cabinet du maire de la Ville de Chenôve.

Il convient également d'inscrire les crédits nécessaires. Le montant de ces crédits est déterminé selon les dispositions de l'article 7 du décret n° 87-1004 du décret du 16 décembre 1987, à savoir :

- d'une part, le traitement indiciaire ne peut en aucun cas être supérieur à 90 % du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupé par le fonctionnaire en activité ce jour (ou à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par le fonctionnaire en activité dans la collectivité),

- d'autre part, le montant des indemnités ne peut en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel (ou du grade administratif de référence mentionné ci-dessus).

En cas de vacance dans l'emploi fonctionnel (ou dans le grade retenu en application des dispositions de l'article 7 du décret précité), le collaborateur de cabinet conservera à titre personnel la rémunération fixée conformément aux dispositions qui précèdent.

Les crédits correspondant à ces deux emplois non-permanents sont prévus au budget 2020 de la collectivité.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : De créer 2 emplois non permanents de collaborateurs à temps complet au sein du cabinet du maire, soit un emploi de directeur de cabinet et un emploi de chef de cabinet,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

*Présentation de la délibération par M. le Maire.*

**T. FALCONNET** – Je demanderai de ne pas faire de commentaires sur le montant de ce régime et de ces indemnités, histoire de ne pas être désobligeant avec des personnes qui sont présentes dans la salle.

Je rappelle que ce sont des emplois non pas précaires, mais des emplois soumis à la relation de confiance entre le maire et les agents en question, et que, du jour au lendemain, sur une question de rupture de confiance, ils peuvent se retrouver mis à la porte, parce que j'en aurai décidé ainsi. Donc c'est aussi normal qu'en exerçant de telles responsabilités, ils soient bien rémunérés, conformément à la loi.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, et je vous dis merci pour eux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

32 POUR

## RESSOURCES HUMAINES

### 19 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le tableau actuel des effectifs de la collectivité,

Le tableau des effectifs doit être mis à jour au vu de la nécessité de créer ou transformer les postes suivants pour satisfaire aux besoins des services :

#### - Créations de poste

- En vue de procéder à la nomination en tant que stagiaires de plusieurs agents contractuels déjà en poste depuis plusieurs années, il est proposé la création des postes suivants :
  - quatre postes d'adjoints techniques (catégorie C) à temps complet
  - un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet sur la base de 31 heures 30 minutes par semaine
  - un poste d'adjoint administratif (catégorie C) à temps complet
  - quatre postes d'adjoints d'animation (catégorie C) à temps complet
- À l'occasion de la réussite au concours du grade de professeur d'enseignement artistique de deux agents du Conservatoire exerçant les fonctions d'enseignant de la pratique musicale, il est proposé la création de deux postes de professeurs d'enseignement artistique de classe normale (catégorie A), un premier à temps complet et le second à temps non complet sur la base de 8 heures par semaine.
- Pour faire suite à la mutation interne d'un agent du service culturel détenant le grade d'adjoint du patrimoine principal 2ème classe (catégorie C) et afin d'assurer son remplacement, il est proposé la création d'un poste d'adjoint administratif (catégorie C) à temps complet. En tant qu'assistante au directeur des affaires culturelles, l'agent assure l'accueil physique et téléphonique de la direction ainsi que le suivi administratif et financier des dossiers.
- Afin de répondre aux besoins du centre nautique, il est proposé la création d'un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps complet. L'agent, déjà en poste depuis plusieurs années, occupe l'emploi de technicien et d'agent d'ambiance, dont les missions principales sont de garantir la qualité de l'eau, de l'air et l'hygiène des bassins, effectuer les travaux d'entretien et de maintenance des équipements et matériels ainsi que d'assurer la médiation au public.

#### - Transformations de postes

- En vue du remplacement de plusieurs agents ayant quitté la collectivité, et afin de pouvoir recruter les candidats sélectionnés, il est proposé la transformation des postes suivants :
  - un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps complet en un poste de relevant du grade d'adjoint technique principal 2ème classe à temps complet
  - un poste relevant du cadre d'emploi des techniciens (catégorie B) à temps complet en un poste relevant du grade d'agent de maîtrise (catégorie C) à temps complet.
- Afin d'assurer le recrutement du candidat sélectionné à la Police Municipale, il est proposé de transformer le poste de gardien brigadier (catégorie C) à temps complet

en un poste de brigadier chef principal (catégorie C) à temps complet.

À l'issue de ces créations et transformations de poste, le tableau des effectifs, tel qu'adopté lors du Conseil Municipal du 29 juin 2020, sera modifié.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 septembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'approuver la création et la transformation des postes décrits ci-dessus, à savoir :

- cinq postes d'adjoints techniques (catégorie C) à temps complet,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet sur la base de 31 heures 30 minutes par semaine,
- un poste d'adjoint administratif (catégorie C) à temps complet,
- quatre postes d'adjoints d'animation (catégorie C) à temps complet,
- un poste de professeur d'enseignement artistique de classe normale (catégorie A) à temps complet,
- un poste de professeur d'enseignement artistique de classe normale (catégorie A) à temps non complet sur la base de 8 heures par semaine,
- un poste d'adjoint administratif (catégorie C) à temps complet,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps complet en un poste d'adjoint technique principal 2<sup>ème</sup> classe (catégorie C) à temps complet,
- un poste relevant du cadre d'emploi des techniciens (catégorie B) à temps complet en un poste d'agent de maîtrise (catégorie C) à temps complet,
- un poste gardien brigadier (catégorie C) à temps complet en un poste de brigadier chef principal (catégorie C) à temps complet.

**ARTICLE 2 :** Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**T. FALCONNET** – Il s'agit d'une délibération à laquelle vous avez l'habitude.

*Présentation de la délibération par M. le Maire.*

**T. FALCONNET** – Y a-t-il des demandes d'intervention ? M. NEYRAUD, vous avez la parole.

**P. NEYRAUD** – M. le Maire, mesdames et messieurs les élus, il est bien entendu que nous voterons pour cette délibération. Par contre, nous nous apercevons que nous ne connaissons pas suffisamment les employés de la ville de Chenôve, et afin de mieux cerner cette richesse, je vous demande officiellement de nous communiquer la liste de l'ensemble des emplois municipaux de la ville de Chenôve. D'avance, je vous remercie de votre sollicitude.

**T. FALCONNET** – Merci, M. NEYRAUD. Faites-moi un courrier, puis je verrai si j'y réponds. Une maladresse de plus. Je vais mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie d'avoir voté à l'unanimité cette délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
32 POUR



**ADMINISTRATION GENERALE****20 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu la délibération n° DEL\_2020\_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,

Vu le tableau joint en annexe,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.**

**T. FALCONNET** – Je vous présente, comme la loi m'en fait obligation, la délégation de pouvoirs que vous m'avez confiés.

Présentation de la délibération par M. le Maire.

**T. FALCONNET** – Y a-t-il des demandes de précision ? Je n'en vois pas, donc je vous demande de prendre acte que je vous ai communiqué la liste de délégation de pouvoirs que vous m'avez conférés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

**T. FALCONNET** – Je vous souhaite une très belle soirée, et je vous donne rendez-vous le 16 novembre pour notre prochaine séance du Conseil municipal. Merci à vous, bonne soirée.

La séance est levée à 20 h 27.



La secrétaire de séance,  
Joëlle BOILEAU